



8010 prepaid.customer@eneo.cm Eneo Cameroon S.A. EneoCameroon MyEasyLight EneoCameroon14

Branchements 695 511 111 connection.eneoapps.com

Vous aussi, prenez le contrôle de vos consommations.

Demandez votre compteur prépayé Eneo dans l'une de nos agences ou sur nos plateformes digitales.

eneo The energy of Cameroon

400 F CFA

www.journalintegration.com

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION: THIERRY NDONG OWONA
Tél.: +237 222 232 352 / +237 676 203 709 / +237 690 020 339

N°515 DU LUNDI 11 JUILLET 2022

CEMAC-CEEAC-CEPGL

Page 8

Sur le chemin cahoteux de la fusion



Série sur les héros africains

Page 11

Amilcar Cabral, poète et politique combattant

Exposition universelle 2030

Page 3

Trois pays candidats s'épient en Afrique centrale

- Un Conseil des ministres va se tenir à Yaoundé du 9 au 12 août prochain, à l'effet d'examiner et valider les textes fondateurs de la Communauté unique proposés par les experts.
- Déjà, sur la table des ministres en charge de l'Intégration en Afrique centrale, au moins 7 projets de textes (Traité de la nouvelle Communauté, Parlement, Cour de Justice et des Droits de l'Homme, Cour des Comptes, Protocole de la Haute autorité monétaire de l'Afrique centrale et Protocole sur le marché financier).

Consommation des stupéfiants au Cameroun

Page 4

Festival de came en zones de crise

Ndamba-Along

Petite fenêtre sur une grande discipline sportive

Page 9



8010 prepaid.customer@eneo.cm Eneo Cameroon S.A. EneoCameroon MyEasyLight EneoCameroon14

Connections 695 511 111 connection.eneoapps.com

Take control of your consumptions.

Ask for your Eneo prepaid meter at the nearest agency or through our digital platforms.

eneo The energy of Cameroon



FIAC

WWW.FIACDOUALA.ORG 2023

Du 25 JANVIER - 05 FÉVRIER 2023 AU PARCOURS VITA DE DOUALA
FROM 25 JANUARY - 05 FEBRUARY 2023 AT THE PARCOURS VITA OF DOUALA



Communiqué de presse

Une très exceptionnelle FIAC 2023 !

Et voici la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala (FIAC). La deuxième édition se tiendra sur un site nouveau au Parcours Vita de Bonamoussadi, du 25 janvier au 05 février 2023.

- La **FIAC 2023**, c'est le Commerce dans tous ses états.
- La **FIAC 2023**, un événement exceptionnel de promotion de l'économie camerounaise ouverte à l'Afrique centrale, au Continent africain et au-delà.
- La **FIAC 2023**, une exposition-vente avec douze alvéoles thématiques pour des implantations individuelles ou collectives; des Rendez-vous d'affaires ; des conférences – débats ; des ateliers de formation; des espaces de détente avec restaurants et buvettes autour des manèges;
- Un des clous de la **FIAC 2023** : un grand spectacle – concert tous les soirs avec une grande vedette, un grand podium en plein air et des milliers de spectateurs de tous les âges et de toutes provenances.
- La **FIAC 2023** est sous le Haut Patronage du Président de la République du Cameroun; un œil bienveillant du Premier Ministre; l'Appui du Mandat du Gouvernement, le Ministre du Commerce ; le Maire de Douala est le Partenaire Institutionnel de Référence; la Fondation Internationale Inter-Progress, organisateur mandaté ; le Partenaire Premium : **AFREXIMBANK**.

Que tous les participants, exposants et visiteurs sachent que :

- La **FIAC 2023**, c'est tout ce qui développe le «mieux vendre » et le « mieux consommer».
- La **FIAC 2023** tourne peu à peu le dos au Covid-19 et relance les affaires, le Commerce en tête.
- La **FIAC 2023** animera des débats touchant l'évolution des techniques commerciales, les finances et le cadre institutionnel régulateur.
- La **FIAC 2023**, c'est découvrir toute l'intelligence du Commerce dans tous les domaines de l'économie.
- La **FIAC 2023** souhaite réunir tous les efforts qui luttent contre la vie chère, en améliorant le contenu du panier de la ménagère, valoriser le made in Cameroun.

Contactez-nous pour en savoir plus sur les meilleures façons de participer :

- **Contacts : +237 675 29 35 91 (Secrétariat de la FIAC) / +237 677 70 76 79/ info@interprogress.org ou www.fiacdouala.org**

Olivier ESSOMBA
Directeur de la FIAC 2023

Pierre ZUMBACH
Président de la Fondation
Internationale Inter-Progress

Press release

An exceptional FIAC 2023!

And here we are again at the International Trade and Business Fair in Douala (FIAC). The second edition will be held on a new site at the Parcours Vita in Bonamoussadi, from 25 January to 05 February 2023.

- **FIAC 2023**, is a Trade Hub.
- **FIAC 2023**, is an exceptional event to promote the Cameroonian economy being open to Central Africa, the African continent, and beyond.
- **FIAC 2023**, a sales exhibition with twelve thematic cells for individual or collective establishments; business meetings; conferences – debates; training workshops; relaxation areas with rides, restaurants, and bars;
- One of the highlights of **FIAC 2023**: is a great show – with a concert every night featuring a big star, a big outdoor podium, and thousands of spectators of all ages and from all backgrounds.
- **FIAC 2023** is under the High Patronage of the President of the Republic of Cameroon; the benevolent eye of the Prime Minister; Supporting the Government's Mandate, the Minister of Commerce; the Mayor of Douala is the Institutional Partner of Reference; the International Inter-Progress Foundation, mandated organizer; the Premium Partner : **AFREXIMBANK**.

A message for all participants, exhibitors, and visitors:

- **FIAC 2023**, is all about «sell better» and «consume better».
- **FIAC 2023** is gradually turning its back on Covid-19 and reviving businesses, with trade taking the lead.
- **FIAC 2023** will host debates on the evolution of business techniques, finance, and the regulatory institutional framework.
- **FIAC 2023**, is about discovering the different aspects of trade in all areas of the economy.
- **FIAC 2023** wishes to bring together all the efforts that fight against the high cost of living, by improving the contents of housewives' baskets, and promoting made in Cameroon.

Contact us to learn more about the best ways to participate:

- **Contacts : +237 675 29 35 91 (FIAC Secretariat)/ +237 677 70 76 79/ info@interprogress.org ou www.fiacdouala.org**

Olivier ESSOMBA
Director of FIAC 2023

Pierre ZUMBACH
President of International
Inter-Progress Fondation

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

À bas ces passeurs d'Afrique du Nord!

Des morts, encore des morts sur la route africaine de l'exil. Le 24 juin 2022, 23 migrants africains ont trouvé la mort en tentant de pénétrer Mellilla, un résidu colonial espagnol planté sur la côte marocaine. «Également en début de semaine dernière, au moins 14 corps sans vie ont été repêchés après qu'une pirogue transportant plus d'une centaine de candidats à l'émigration clandestine a chaviré au large de Kafountine (sud du Sénégal). Selon les rescapés, un incendie s'est produit dans l'embarcation de fortune à cause d'une personne qui fumait une cigarette dans un endroit où il y avait du carburant», rapporte, ce 6 juillet 2022, le site marocain Le360afrique.com. Citant le ministère des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine, le même média informe que 22 migrants maliens (dont 3 enfants) ont perdu la vie au large des côtes libyennes.

Dans un communiqué publié le 5 juillet dernier, Bamako précise que les 22 infortunés faisaient partie d'un groupe de 83 migrants en détresse en Libye depuis le 22 juin 2022.

On a coutume de dire que cela arrive de façon cyclique dans les processus migratoires. Maintenant, bien au-delà de se tenir informé sur «ce qui s'est passé»; au-delà des compartiments classiques de la réflexion sur les motivations des Africains obsédés par l'Europe; il y a lieu de s'arrêter sur le dynamisme des forces marchandes d'Afrique du Nord. Nous ne nous leurrions pas: la pègre sévit dans les mouvements migratoires et sait exploiter la fermeture des frontières européennes jusqu'à commettre, pour de l'argent, des crimes parfois ignobles contre des migrants. Peu à peu, les réseaux ont été qualifiés de «ma-

fieux», les filières de «criminelles», et désormais on n'hésite plus à parler, à chaque fois qu'on évoque la figure du passeur, de «trafic d'êtres humains», de «traite négrière». Ce qu'on sait, c'est que le durcissement des réglementations et la sophistication des dispositifs de contrôle aux frontières ont progressivement, au cours des trente dernières années, rendu quasiment impossible de pénétrer sur le sol de l'un des pays riches de la planète sans l'aide de passeurs. Pour franchir clandestinement une frontière, il faut se cacher sous des bâches ou des châssis de camions, ou sous de fausses identités. Il faut bel et bien des gens pour y aider: des fabricants de faux documents; des personnes qui pourront corrompre des fonctionnaires aux postes-frontières, des convoyeurs acceptant de transporter des migrants sans visa.

Tout porte à croire que la très grande majorité des «clients» des passeurs sont volontaires pour le passage. Cela ne signifie pas qu'ils savent à l'avance de quoi sera faite la route, ni à quoi ressemblera l'arrivée. Et des abus commis sur leurs routes, voilà de quoi on pourrait s'efforcer de les protéger. Pour le moment, force est de constater que la lutte contre l'immigration irrégulière prime sur la lutte contre les trafiquants. Avec de tels desseins, les passeurs les plus crapuleux ont de beaux jours devant eux car l'exploitation, voire le trafic, des personnes ne pouvant faire face aux coûts du voyage, est leur fonds de commerce. À la répression brutale d'États oubliés de leurs devoirs en matière de droits fondamentaux, répond donc le mépris de la vie humaine des entreprises mafieuses prospérant sur le terreau de la fermeture des frontières.

Jean-René Mev'a Amougou

Ongoung Zong Bella

D'un côté l'Arabie Saoudite. De l'autre l'Italie. Au milieu, la Corée du Sud. Tous veulent accueillir le plus grand festival international mondial (après avec la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques) dont les effets économiques sont estimés à environ 47,1 milliards de dollars. La campagne comme elle va dans la sous-région.

Ce n'est pas un hasard de calendrier si S.E. Filippo Scamacca Del Murgo a attendu la fin du premier semestre de 2022 pour être reçu au ministère camerounais des Relations extérieures (Minrex). C'est que pour l'ambassadeur transalpin au Cameroun, les enjeux sont considérables. Tout comme le sujet ne l'est pas moins. Selon nos sources, Filippo Scamacca Del Murgo est venu solliciter l'appui du Cameroun pour la candidature de l'Italie pour l'organisation de l'Exposition universelle 2030.

De ce point de vue, le lobbying et le marketing apparaissent comme les deux dimensions saillantes de l'audience accordée à l'ambassadeur d'Italie au Minrex le 30 juin dernier. Un facteur d'explication déterminant est certainement que, l'Arabie Saoudite (également candidate à l'organisation de l'Exposition universelle 2030) a clairement révélé un souci de positionnement auprès de la Commission de la Cemac. A ce sujet, Ahmed bin Abdul-Aziz Kattan (Conseiller à



Ambassadeur d'Italie au Minrex

la Cour royale du Royaume d'Arabie Saoudite) a d'ailleurs eu un échange avec le Pr Daniel Ona Ondo le 15 juin 2022 à Malabo.

À côté de cela, Rome a pris connaissance des pronostics qui placent l'Arabie Saoudite en position de favori. De fait, la partie italienne ne lésine pas sur le nombre de diplomates partout en Afrique centrale. Après avoir «courtisé» le Cameroun réputé être la «locomotive de la zone Cemac», Rome prend d'autres initiatives visant à toujours conquérir les cœurs.

Exemple: «Le président Faustin Archange Touadera a reçu le mardi 5 juillet 2022, Mario Giro, responsable des relations internationales de la communauté de Sant Egidio. «Cet envoyé spécial du gouvernement italien est venu proposer à Touadera de soutenir la candidature de Rome pour l'organisation de l'Expo Universelle 2030», informe le Journal de Bangui.

Autre illustration: «Gabriele Di Muzio, l'ambassadeur d'Italie au Gabon a rencontré, avec une délégation italienne conduite par l'inspecteur Andrea Palamiddesi, le ministre gabonais

des Affaires étrangères, Moussa Adamo, pour faire le point sur la collaboration entre les deux pays et de la candidature de Rome à l'organisation de l'Exposition universelle 2030», renseigne un post du 15 juin 2022 sur la page Facebook officielle de la chancellerie italienne à Libreville.

En course aussi, la Corée du Sud. À Yaoundé, le 27 juin dernier, Jonghan Kim, son ambassadeur accrédité au Cameroun est allé au ministère du Commerce afin de plaider pour la candidature de Séoul à l'Exposition universelle 2030.

EXPOSITION UNIVERSELLE 2030

Trois pays candidats s'épient en Afrique centrale

LE CHIFFRE

1,1°C

D'après le 6e Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), c'est le niveau actuel du réchauffement climatique en Afrique centrale. Présenté le 28 juin 2022 au cours d'un webinaire articulé autour du thème: «Urgence climatique en Afrique centrale: Impacts et perspectives», le document souligne que «l'Afrique centrale est la région du monde où le réchauffement climatique est le plus élevé» (1,1°C contre une moyenne mondiale de 1,09°C). Selon les chercheurs du Giec, cette situation s'explique par la nature du relief de la sous-région. Ce relief, disent-ils, absorbe plus de chaleur que les autres reliefs de la planète.

L'HOMME

S.E. BOUMEDIENE MAHI



À Yaoundé, il officie comme ambassadeur de la République démocratique et populaire d'Algérie au Cameroun. À la faveur du 60e anniversaire de l'indépendance de son pays (après 132 ans de colonisation française) le 5 juillet dernier, ce docteur en droit international, en poste depuis bientôt 7 mois dans la capitale camerounaise, a magnifié le rôle de l'Algérie dans la marche de l'intégration des peuples africains. «L'Algérie joue et continuera de jouer un rôle primordial dans le processus d'intégration économique intra-africaine et dans les différentes actions et aspirations pour aboutir à l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2063», a-t-il indiqué au cours d'une interview accordée à nos confrères de la CRTV. Il a ajouté qu'Alger continue d'«œuvrer pour la réalisation et la concrétisation des objectifs d'intégration de la ZLE-CAf, dans un esprit de coopération renforcée, d'un partenariat et des liens de solidarité».

AGENDA

16-19 JUILLET 2022

San Diego (USA), conférence mondiale du Baccalauréat International (IB).

18-23 JUILLET 2022

Centre de conférence de Kigali (Rwanda), Premier Congrès des aires protégées d'Afrique de l'UICN.

19-22 JUILLET 2022

Marrakech (Maroc), Sommet d'affaires États-Unis/Afrique 2022, organisé par le Corporate Council on Africa (CCA), en partenariat avec le Royaume du Maroc et Africa 50. Thème: «Bâtir ensemble».

29 JUILLET-2 AOÛT 2022

Montréal (Canada) 24^{ème} Conférence Internationale sur le SIDA.

27-28 AOÛT 2022

Tunis, 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8).

Jean-René Meva'a Amougou

Dévoilée par Luc Messi Atangana, la liste des projets destinés à limiter l'ampleur des inondations à Yaoundé laisse en suspens la question du «quand».



Luc Messi Atangana, le maire de Yaoundé

Parler aux Yaoundéens tout en gardant avec eux une proximité maximale, Luc Messi Atangana a bien rodé sa langue avant de débarquer à la CRTV-Radio ce 7 juillet 2022. Invité de Blaise Testelin Nana dans la «Chronique des Territoires», le maire de Yaoundé s'octroie un surplus de savoir et déploie de pertinentes ressources argumentatives sur le pourquoi l'Avenue Kennedy, la Voirie municipale, Coron... ont pu se retrouver les pieds dans l'eau le 30 juin dernier. «Ce qui a aggravé le problème au niveau du centre-ville de Yaoundé, c'est d'abord le fait que lorsque le niveau d'eau du canal principal du Mfoundi est très abondant, les affluents, les eaux qui viennent des côtés ne peuvent plus accéder rapidement à ce canal. Ces eaux vont donc attendre que le canal principal du Mfoundi se vide pour que les eaux qui viennent des côtés puissent avoir accès pour pouvoir se retirer. Et au niveau de la fin du canal actuellement, il y a d'abord les travaux de construction de ce canal qui ne sont pas achevés. Ils sont arrêtés au niveau d'Ahala. Mais, c'est l'entrée de

l'autoroute Yaoundé-Nsimalen dont les travaux ont entraîné un déplacement de terres. Avec l'érosion, ces terres ont glissé vers le lit du Mfoundi, causant une obstruction. Ce qui fait donc que la construction du canal s'étend arrêtée à ce niveau, avec la broussaille, les immondices qui descendent... Tout cela forme un barrage. Et l'eau arrivée à ce niveau ne peut plus continuer sa course rapide qu'elle avait tout au long du canal. Cette eau va donc refluer vers la ville et commencer à sortir lentement», explique Luc Messi Atangana.

Répondant toujours au pourquoi, le maire de Yaoundé valide une accusation centrale desquelles dérivent plusieurs accusations collatérales. «Il y a des causes humaines. Parce que si l'eau des rigoles, mêmes aux bords des routes pouvait s'écouler très rapidement sans rencontrer des obstacles dus au déversement des ordures, le niveau d'eau ne monterait pas aussi rapidement», regrette-t-il.

Comment?

Refusant de projeter le sort de

ASSAINISSEMENT DU BASSIN DU MFOUNDI

Les illusions perdurent

Yaoundé dans l'apocalypse, Luc Messi Atangana évolue dans une perspective d'ensemble pour parler du comment venir à bout du phénomène d'inondation dans la capitale. «Un travail avait commencé, il se poursuit: construire des canaux au niveau de la ville de Yaoundé. Le canal principal sur le Mfoundi, sa construction va se poursuivre après Ahala où elle s'était arrêtée. Au niveau de la Voirie municipale, il y a des travaux qui seront menés. Pour éviter que les eaux de la Vallée de la Mingoa butent de façon perpendiculaire sur le canal, on va faire une inclinaison pour que cette eau puisse accéder au canal de façon assez lente. Le lac municipal sera réaménagé. Avant, il servait déjà de bassin de retenue d'eau, quand il sera réaménagé, une bonne quantité d'eau avec système d'écluses sera disposée à ce niveau. Pour ce qui est de la zone de l'Avenue Kennedy, il est prévu la construction d'un lac de retenue derrière le Centre international de l'artisanat, dans la Vallée de Djoungolo, en contrebas du Lycée d'Élig-Essono, de telle manière que toutes les eaux qui viendront de ce côté en cas de grandes précipitations ne pourront plus se déverser avec la même pression sur l'Avenue Kennedy. Là-bas aussi, de nouveaux drains plus grands et plus larges seront construits pour faciliter l'écoulement des eaux. Le drain partira donc de la zone de la pharmacie de l'intendance jusqu'à l'Institut français. Au lieu de buter sur le canal qui longe le Boulevard du 20 mai, ce canal va continuer en biais à gauche, en passant devant Casino pour accéder en biais sur le Mfoundi... Du côté de Coron, un lac de retenue d'eau est également prévu entre le quartier Etam-Bafia et Ekounou».

Des travaux sont donc annoncés. C'est une certitude. Reste que le maire de Yaoundé reste aphone sur la date du premier coup de pelle.

LE CHIFFRE

28 MILLIONS

Selon le Rapport sur l'état de la population mondiale 2022, c'est le nombre estimé de Camerounais cette année. Le document consulté par Intégration montre un aperçu global de la composition démographique du pays. Ainsi, dans le détail, les citoyens dont l'âge se situe entre 15 et 44 ans sont évalués à 56%. 42% pour ceux âgés entre 0 et 14 ans; 33% pour les 10-24 ans; 23% se recrutent dans la tranche d'âge des 10-19 ans. Les 65 ans et plus occupent seulement 3%. L'espérance de vie est de 59 ans pour les hommes et 62 ans pour les femmes.

L'HOMME

GABRIEL ZABO

Actuellement engagé, avec l'équipe du Cameroun, à la Coupe d'Afrique de football féminin 2022 au Maroc, il a servi d'élément de mise en visibilité des failles des

Lionnes indomptables. En raison des «attentes extrêmes» des fans, il a été accusé de n'avoir pas réalisé les bons choix et... donc responsable des mauvaises prestations collectives des filles. L'ancien gardien des buts du club de Maïscam de Ngaoundéré a reçu une volée de bois vert après les matches contre la Zambie et le Togo. Face au succès des commentateurs sauvages qui ont parasité les réseaux sociaux au sujet du jeu des Lionnes indomptables, le praticien a décidé «d'occuper le terrain» avec une victoire sur la Tunisie (2-0) samedi dernier. Bien sûr, on pourrait commenter sur un mode éfrayé l'affiche Cameroun-Nigéria lors des quarts de finale. En tout cas, grâce à l'ascenseur moral créé par la victoire sur la Tunisie, le coach des Lionnes indomptables a eu le temps de se refaire une santé psychologique et d'éloigner ses pouliches de la défaite. Ce qui ne paraît pas impossible.

AGENDA

16 JUILLET 2022

Texaco Omnisports (Yaoundé), séminaire sur l'entrepreneuriat digital.

20 JUILLET 2022

Djeuga Palace (Yaoundé), dédicace de l'ouvrage: «L'Afrique confisquée ou l'urgence d'une contre-conférence de Berlin» de Benoît Bouato.

21 JUILLET 2022

Djeuga Palace (Yaoundé), Salon des inscriptions aux grandes écoles.

25 JUILLET 2022

Quartier Mozart (Yaoundé), hommages au comédien Essindi Mindja.

26-28 OCTOBRE 2022

Palais des Congrès de Yaoundé, 4ème édition de la Pan-African Project Management Conference. Thème: «Comment développer l'ingénierie de projet en Afrique».

JRMA

Selon le ministère de la Santé publique (Minsanté), l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et Sud-Ouest affichent des niveaux d'addiction très alarmants.

«Même la mère au foyer s'y met!», constate un leader politique basé à Bamenda. L'homme qui requiert fortement l'anonymat parle de l'évolution des habitudes de consommation du «banga» (appellation locale du cannabis) dans la capitale régionale du Nord-Ouest et ses environs. «Avec la crise sécuritaire, l'usage de drogue est simplifié, souple et adapté», dit-il. La description n'a rien d'exagéré; eu égard à un marché local alimenté par d'énormes stocks de cannabis accumulés à la suite des récoltes record de 2020. «Avec l'insécurité, le niveau

de consommation du banga a donc évolué», affirme l'homme politique. Dans la foulée, le nombre d'admissions de drogués dans des centres de traitement a crû de façon spectaculaire. «De 15,8% entre 2019 et 2020, on est passé à près de 55% en 2021», atteste Nkemfie Tani Elvis, chef de district de santé publique de Bamenda 3e, joint au téléphone par Intégration.

Situation

Comme dans le Nord-Ouest, la situation est alarmante dans deux autres régions en proie à

une crise sécuritaire: le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord. Au cours d'un point de presse qu'il anime ce 6 juillet 2022 à Yaoundé, Manaouda Malachie dégage des chiffres relatifs aux patients demandeurs de soins dans les trois régions de conflits (Extrême-Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest). Selon le Minsanté, dans ces 3 régions, on est passé de 22% en 2019 à 43% en 2021. Dans un commentaire, Pascal Oyié (secrétaire exécutif de l'Ong «Stop Drugs»), indique qu'il y a beaucoup de choses à dire sur ces chiffres, non pour les contester, mais pour en

comprendre les enjeux. «Ce qu'ils disent et ce qu'ils ne disent pas». «Globalement, ces données proposent un éclairage sociologique; ils rendent compte d'une structure et d'une problématique de santé publique en relation avec les drogues dans le contexte sécuritaire qu'on connaît dans ces 3 régions où circulent d'importantes quantités de tramol et autres substances hallucinogènes génératrices des niveaux de violence et d'insécurité publique sans précédent. Il s'agit de toxicomanie chronique qui met en scène des sujets qui manifestent des retentissements cliniques», explique Pascal Oyié.

CONSOMMATION DE STUPÉFIANTS

Festival de came en zones de crise

Intégration

SUPPLÉMENT AFRIQUE CENTRALE / MAIN COURANTE

THERMOMÈTRE

Caucus africain de Marrakech: le Pr Ona Ondo, avocat-défenseur de l'intégration régionale

Plusieurs déclarations fortes ont caractérisé la participation du président de la Commission de la Cemac au Caucus africain de Marrakech. Le Pr Daniel Ona Ondo s'est en effet fait du 4 au 6 juillet dernier, le défenseur de la cause de l'intégration. L'événement était organisé sur le thème de «l'intégration économique régionale» et se prêtait à cette posture. Il réunissait les gouverneurs des Banques centrales du continent, les membres de gouvernements et les représentants des institutions de Bretton Woods. L'occasion pour le dirigeant communautaire de marteler que «l'intégration régionale permet une meilleure participation aux chaînes de valeurs mondiales», rapporte la Commission de la Cemac.

Deux attitudes ont alors permis au responsable sous-régional de faire valoir sa vision. D'un côté le désappointement. Du fait notamment que «depuis son lancement il y a bientôt 20 ans, la Cemac n'a pas encore réussi à promouvoir le commerce entre ses membres. Une situation qui résulte des capacités limitées d'offre, de l'absence ou du mauvais état des infrastructures de communication, de la fourniture aléatoire et la cherté de l'énergie», à en croire l'institution communautaire. Le président de la Com-

mission se montre d'autant plus insatisfait que «la Cemac représente un marché de 51 millions d'habitants répartis sur plus de 3 millions de km² avec d'énormes ressources naturelles. Près de la moitié de la population est localisée au Cameroun, qui contribue à 35% du PIB régional. La diversité des conditions climatiques et la disponibilité des terres font de la Cemac tout d'abord une région propice au développement des activités agropastorales».

Mais de l'autre côté, le Pr Daniel Ona Ondo se montre optimiste. «L'intégration régionale prend corps et est un vecteur de transformation structurelle et d'accélération de croissance, et constitue un outil de construction de résilience», se félicite-t-il. Avant d'insister sur un certain nombre d'actions déjà entreprises. À savoir «le développement des infrastructures, la mise en place des mécanismes de commerce régional, la promotion de l'économie numérique, la suppression des entraves du commerce régional et le développement de l'entrepreneuriat». La Commission de la Cemac insiste également sur les autres priorités évoquées que sont l'énergie, le numérique, l'entrepreneuriat des jeunes et la Zlecaf.

TAA

MARCHÉS

Réunion des ministres du Commerce de l'UEAC: la partition de la Commission de la Cemac

La guerre en Ukraine impose de nouveau son agenda aux dirigeants de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Avec, en perspective, la tenue d'une réunion des ministres du Commerce, de l'Agriculture et de la Pêche de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC). Aucune date n'est pour l'heure fixée pour le début des travaux. Mais déjà, la Commission de la Cemac travaille sous l'impulsion de son président, le Pr Daniel Ona Ondo, à la préparation de cette rencontre. L'enjeu est «de définir une position commune de la sous-région face à l'impact de la crise ukrainienne sur l'agriculture». Et à en croire un communiqué de l'institution sous-régionale, «la mise en place d'une politique d'import-substitution pour pallier les difficultés d'approvisionnement de certains produits alimentaires sera également évoquée».

Il revient dès lors à la Commission

de la Cemac de prendre les dispositions préparatoires nécessaires. «Le Comité technique doit se tenir du 13 au 18 juillet 2022 et servira de laboratoire pour la préparation des dossiers. Mais surtout pour tracer les propositions concrètes à soumettre aux ministres afin que la Cemac renforce sa résilience face aux chocs exogènes». Le président de la Commission de la Cemac l'a laissé entendre à ses collaborateurs le 28 juin dernier. Le Pr Daniel Ona Ondo présidait alors une réunion de cabinet au siège provisoire à Malabo de l'institution sous-régionale. Et d'après ses indications, la réunion des ministres du Commerce, de l'Agriculture et de la Pêche de la sous-région «devra en définitive se tenir à la demande du Conseil des ministres de l'UEAC». Après quoi, il appartiendra aux experts de la sous-région de rentrer en scène et de baliser le terrain.

TAA

INDICATEURS

Croix-Rouge Camerounaise: porte-étendard de l'Afrique



De nouveaux lauriers pour Cécile Akame Mfoumou

La Croix-Rouge Camerounaise (CRC) se déporte à l'international. Elle siège dorénavant à Genève parmi les Sociétés nationales qui ont la lourde responsabilité de veiller au bon fonctionnement de la plus grande organisation humanitaire au monde après les Nations unies. Elle est élue comme membre du Conseil de Direction de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) par les 191 Sociétés nationales pour un mandat de quatre ans. Cette représentation de la Croix-Rouge Camerounaise à l'échelle internationale est le fruit du dynamisme de sa présidente, Cécile Akame Mfoumou qui a exprimé ses sentiments. «C'est un sentiment de joie et de fierté. Parce que c'est pour la première fois que notre pays va siéger au Conseil de direction de la Fédération, c'est également pour la première fois que la société nationale Croix-Rouge camerounaise est au Conseil de direction de la fédération», se réjouit la présidente de la Croix-Rouge Camerounaise. Et de poursuivre: «C'est une lourde responsabilité pour ma personne et je me dois de me battre pour mériter cette confiance que les 191 sociétés nationales du monde ont placé en ma personne». Au cours du déjeuner de presse tenu le 5 juillet dernier, Cécile Akame Mfoumou a présenté le Conseil de Direction dans lequel elle siégera comme membre.

Le Conseil de direction est constitué

d'un président élu, de cinq vice-présidents élus et de vingt membres du Conseil de direction dont le Cameroun. «C'est une grande marque de reconnaissance, le mandat est de quatre ans renouvelables», fait savoir la présidente de la Croix-Rouge Camerounaise. Cette élection chargée de nombreux espoirs. «Nous avons beaucoup à bénéficier de cette position stratégique, non seulement le Cameroun, l'Afrique centrale et également toute l'Afrique parce que nous les membres du Conseil de direction, nous représentons l'Afrique. Vous savez le conseil de direction a pour rôle la gouvernance, l'orientation des activités de toutes les sociétés nationales du monde. Vous comprenez que notre pays est bien parti».

Cette nouvelle ascension de la Croix-Rouge Camerounaise au niveau planétaire, intervient après son élection à la tête de l'organisation sous-régionale, la Cosnac (Coordination des Sociétés Nationales Croix-Rouge d'Afrique Centrale) en 2021. La Présidente de la Croix-Rouge Camerounaise a ainsi appelé les uns et autres à un esprit de cohésion d'abord au sein des partenaires du mouvement présent au Cameroun, et ensuite et surtout, au niveau des équipes de la Croix-Rouge Camerounaise. L'esprit humanitaire qui nous habite jusqu'ici ne nous a pas trahi. Mais au contraire, «nous sommes confortés dans l'élan de faire de nos communautés des entités humaines plus résilientes et prêtes à faire face à tous les défis des catastrophes. Je vous invite plus que par le passé à nous aider à accomplir cette mission exaltante qu'ensemble nous nous sommes prescrits», a interpellé Cécile Akame Mfoumou présidente de la Croix-Rouge Camerounaise. La cérémonie s'est achevée par la remise des cadeaux des responsables de la Croix-Rouge Camerounaise, qui tenaient à féliciter la Présidente qui porte haut le flambeau de l'organisation.

Olivier Mbessité

CIRCULATION

Première conférence maritime de la CEEAC: reportée à la demande de la RDC

Il faudra finalement attendre au-delà du 20 juillet 2022 pour que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) tienne la toute première Conférence maritime de la sous-région. Des sources proches de la Commission indiquent que celle-ci est «reportée à la demande de la République Démocratique du Congo (RDC)». Les raisons précises de ce report ne sont pas connues. Aucune date n'est non plus jusqu'ici communiquée pour indiquer le nouvel horizon. L'institution communautaire laisse par contre entendre que «la session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement est maintenue le 25 juillet prochain». Il est à cet effet prévu qu'elle soit «précédée des assises des experts du Comité inter-Etats et du Conseil des ministres», apprend-on également des sources in-

ternes à la Commission de la CEEAC.

D'après la note conceptuelle pourtant déjà rendue publique, la première conférence maritime de l'Afrique centrale était censée se tenir du 20 au 25 juillet prochain. L'ambition de la Commission de la CEEAC et des États membres demeure cependant d'adresser la question thématique de la «gouvernance et sécurisation de l'espace maritime de la CEEAC pour le développement d'une économie bleue durable en Afrique centrale». Il est en effet constant que «le domaine maritime de la sous-région est convoité pour ses ressources et entraîne des défis sécuritaires majeurs: brigandage, piraterie, pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), siphonage, transbordement illicite, immigration clandestine, trafics d'espèces protégées, trafics de drogue et crimes transfron-

taliers», résume la note conceptuelle. Tout en rappelant que l'objectif est «de réaffirmer le leadership et la souveraineté des États membres par la maîtrise et la mise en valeur de l'espace maritime et fluvio-lacustre de la CEEAC, en harmonie avec la politique maritime continentale».

Plusieurs ateliers sont au programme de la Conférence maritime. Les uns portent sur la gouvernance maritime en Afrique centrale et sur la sécurité et la sûreté dans l'espace communautaire. L'autre se rapporte au développement de l'économie bleue dans notre sous-région. Avec une emphase sur la coordination et sur son financement; et sur le rôle et l'implication de la société civile, du secteur privé.

TAA

Banque mondiale et capital humain:

PORTEFEUILLE DE L'ÉDUCATION DE LA BANQUE MONDIALE

3 215 milliards FCFA pour 22 pays africains

AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST: DE L'ÉCOLE À L'EMPLOI

«L'éducation est la pierre angulaire du développement. En effet, elle est un moteur essentiel de stabilité, de cohésion sociale et de paix. Nos pays doivent investir dans l'apprentissage aujourd'hui pour construire l'Afrique de l'Ouest et centrale de demain». Ainsi se résume dès les premières phrases d'Ousmane Diagana, l'ambition de la Stratégie d'éducation de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest et centrale. Le vice-président de l'institution de Bretton Woods pour ces deux sous-régions, part d'un constat. À savoir que «Malgré les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation ces dernières années, 80% des enfants âgés de 10 ans en Afrique de l'Ouest et centrale ne peuvent lire et comprendre un texte simple, et plus de 32 millions d'enfants sont non scolarisés, ce qui représente la plus grande part de toutes les régions du monde», présente-t-il. Alors que de son point de vue, il est pourtant clair que «l'avenir de toute une société réside dans sa capacité à fournir aux enfants et aux jeunes les outils et les opportunités pour s'épanouir en tant qu'individus et de contribuer au développement collectif de la société». À en croire le haut fonctionnaire international, «cet objectif ne peut être atteint que par un système éducatif accessible à tous. Un tel système doit être équitable et adapté aux besoins des populations actuelles et futures, ainsi qu'au marché du travail». D'où l'engagement de son institution. Avec à la clé des «investissements visant justement à améliorer les résultats de l'éducation dans nos pays à tous les niveaux. Et afin d'améliorer l'apprentissage et de doter nos jeunes de compétences nécessaires pour de bons emplois», fait-il valoir. Faire dès lors du passage de l'école à l'emploi «un voyage pour les jeunes», n'apparaît plus pas seulement comme une perspective. C'est un impératif pour les États et la Banque mondiale. Lire le zoom.

Théodore Ayissi Ayissi

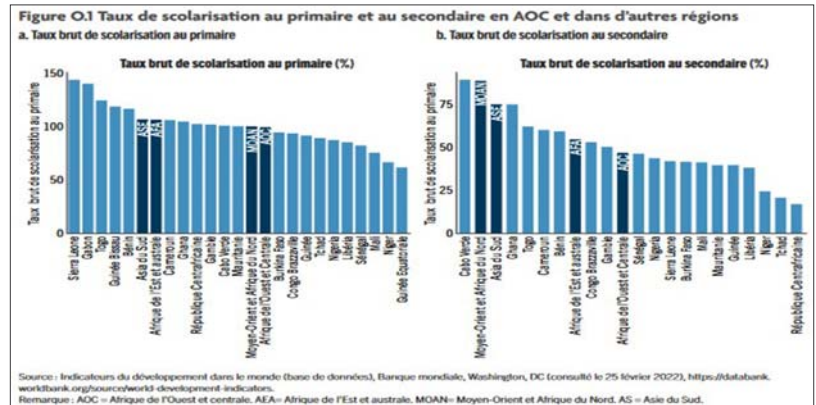
Théodore Ayissi Ayissi

Le montant total cumulé des engagements annuels a triplé depuis 2018 et fait de ce secteur une priorité de l'institution de Bretton Woods en Afrique centrale et de l'ouest. L'enseignement de base se taille la part du lion, soit le tiers.

Entre le discours et l'engagement, on n'observe pas jusqu'ici de manque de cohérence dans les interventions financières de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation. La Stratégie d'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et centrale (AOC) est là pour en témoigner. Le document récemment rendu public renseigne en effet que «le portefeuille actuel (AF21) est constitué d'opérations en cours de mise en œuvre pour un montant de 3 milliards USD et d'opérations en cours de préparation pour un montant de 2 milliards USD, au titre de l'Association internationale de développement (IDA) et de la BIRD». Au taux de change actuel, cela correspond à un montant cumulé d'environ 3 215 milliards FCFA pour les 22 pays de ces deux sous-régions d'Afrique. L'institution de Bretton Woods indique être ainsi parvenue, «à travers son portefeuille grandissant dans le secteur de l'éducation, à appuyer les pays de l'AOC dans leurs réponses à leurs besoins en matière d'éducation». La répartition de la cagnotte par cycle d'enseignement laisse cependant entrevoir une priorité accordée à l'éducation de base.

Le tiers pour l'enseignement de base

L'option de la Banque mondiale d'accorder une grande importance à l'éducation de base et, par voie de conséquence au cycle primaire, se ressent dans les chiffres publiés. On apprend ainsi que «plus d'un tiers des investissements en cours viennent en appui à l'éducation de base, tandis que les deux tiers restants financent le développement des compétences, l'enseignement supérieur, les réformes sectorielles, l'enseignement secondaire et l'éducation de la petite enfance». Toujours selon La Stratégie d'éducation de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, cette tendance se confirme notamment en ce qui concerne les



investissement de masse dans la jeunesse

Théodore Ayissi Ayissi

La Banque mondiale ajoute à cette liste la pauvreté généralisée, la croissance démographique rapide et les changements climatiques.

La Banque mondiale s'est fait le devoir d'identifier les principaux obstacles à l'éducation en Afrique centrale et de l'ouest. Et sous le chapitre «Sept mégatendances régionales affectant les résultats en matière d'éducation», l'institution bancaire mondiale aborde ces aspects de façon critique. Elle relève notamment qu'«à mesure que le contrat social dans les pays de l'AOC s'effrite, les conflits violents sont à la hausse, entraînés par la propagation des mouvements d'insurrection, les conflits communautaires et la violence interpersonnelle». Il en résulte alors que sur «les 22 pays de la région, 11 sont classés en situation de FCV, et près de 75% de la population de la région vit dans ces pays. L'impact sur l'éducation a été dévastateur». L'institution de Bretton Woods s'alarme d'autant plus que «depuis 2010, il y a eu au moins 2 880 événements violents dans et autour des écoles, passant de seulement 39 en 2010 à 559 en 2020 puis à 440 au premier semestre de 2021». En effet «au cours des sept premiers mois de 2021, plus de 1037 personnes dans et autour d'établissements d'enseignement, principalement des apprenants et des enseignants, ont été enlevées au Nigeria», s'inquiète par exemple la Banque mondiale.

Déplacés et réfugiés

Comme autre conséquence des violences, il est également mentionné la situation des déplacés internes et des réfugiés. Cette population «dont beaucoup sont des enfants ou des jeunes dont les besoins en éducation sont non satisfaits, a augmenté en raison de la montée de la violence dans la région», confirme le document.



Avant de préciser que «la région compte plus de 11 millions de personnes requérant une forme de protection (dites "relevant de la compétence du HCR"), et 18 millions dont 7,5 millions de personnes déplacées internes (PDI)». Il apparaît en effet que «cinq millions de ces PDI sont des enfants. Et au cours de l'année scolaire 2020-2021, plus de la moitié des réfugiés d'âge scolaire en AOC n'étaient pas allés à l'école, et ceux qui étaient scolarisés étaient plus susceptibles d'étudier dans des classes en sureffectif, ce qui réduit leur apprentissage». La Banque mondiale souligne que «le taux de scolarisation était en moyenne de 60% au niveau primaire, de 15% au niveau secondaire et de seulement 1% au niveau supérieur et dans la formation professionnelle chez les 18 à 24 ans». Elle déplore alors que «ces taux de scolarisation étaient non

seulement bien inférieurs à ceux de la population non-réfugiée, mais également inférieurs à ceux des réfugiés dans d'autres parties du monde».

Pauvreté, démographie et climat

La pauvreté, la croissance démographique et les changements climatiques sont également cités parmi les freins à l'éducation en Afrique centrale et de l'ouest. «Dans 14 pays de l'AOC, plus de 30% de la population vit avec moins de 1,90 USD par jour. L'écart entre les revenus par habitant en AOC et ceux des autres pays en développement et des pays à revenu élevé n'a cessé de se creuser». On en conclut à la Banque mondiale qu'«une pauvreté aussi importante ne laisse aucune marge pour investir dans l'éducation, en particulier chez les pauvres, de sorte que les écarts conti-

nent de se creuser».

«La croissance rapide de la population dans les pays de l'AOC (avec une moyenne annuelle de 3%) exerce aussi une pression sur les systèmes éducatifs qui doivent ainsi faire face à l'augmentation des effectifs». Mais à côté de cette donnée, la Banque mondiale s'intéresse également à «la révolution numérique en ce qu'elle crée de nouvelles opportunités et de nouveaux défis». Comme elle s'insurge contre «la forte dépendance à l'égard des ressources non renouvelables pour stimuler la croissance économique. Car elle crée de sérieux défis en termes de durabilité et de gouvernance dans de nombreux pays de l'AOC».

Mais s'il y a une menace dont l'institution mondiale redoute par-dessus tout, les effets sur le secteur éducatif, il s'agit des changements climatiques. D'abord parce que «l'Afrique n'est responsable que 2 à 3% des émissions mondiales de dioxyde de carbone, mais elle est la région qui devrait souffrir le plus du changement climatique». Ensuite selon la Banque mondiale, il est prouvé que «la fréquence et la sévérité des chocs climatiques menacent les moyens de subsistance, aggravent l'insécurité alimentaire, poussent les ménages à adopter des stratégies d'adaptation qui réduisent le capital humain et aggravent les conflits». À en croire enfin l'institution de Bretton Woods, «les chocs climatiques obligent également les écoles à fermer temporairement ou à changer définitivement de lieux d'implantation, ce qui perturbe la scolarité des enfants». Et cela impacte en définitive le développement du capital humain dans ces deux sous-régions du continent africain.

TAA

Sa toute première stratégie régionale de l'éducation depuis 2001, prévoit des actions pour le secondaire, le supérieur, l'enseignement technique et professionnel, mais surtout pour le primaire. Le Cameroun, le Nigeria et le Ghana sont donnés en exemple.

La stratégie de la Banque mondiale en matière d'éducation est désormais connue. «En tant que partie intégrante de ses Priorités 2021-2025 pour la région de l'AOC, elle vient en complément d'autres initiatives de la Banque dans le domaine de l'éducation et du capital humain, telles que le Plan pour le capital humain en Afrique, l'approche stratégique de la Banque en matière de politiques d'éducation, les 20^e engagements de reconstitution des ressources de l'IDA20 et l'Initiative d'économie numérique pour l'Afrique». L'institution bancaire mondiale l'articule autour de plusieurs axes. Avec pour perspective d'«appeler à une approche intégrée de l'investissement dans le cycle de vie de l'apprentissage, soulignant l'interdépendance des différents niveaux et types d'éducation, et la nécessité d'une cohérence et d'une priorisation à l'échelle du système; ou encore de souligner le rôle essentiel du leadership stratégique pour de véritables avancées, s'appuyant sur l'engagement envers des objectifs largement partagés».

D'autres aspects de ladite stratégie concernent la nécessité de «mettre l'accent

sur le renforcement systématique des capacités pour permettre aux pays de pérenniser l'apprentissage par la pratique, renforçant ainsi l'appropriation et la mise en œuvre en toute efficacité; mais également d'adopter des solutions multisectorielles pour réaliser les résultats d'apprentissage, ce qui nécessite d'aller au-delà des mandats des ministères de tutelle traditionnels». La Banque mondiale s'engage par ailleurs à «plaider pour que les opérations de la Banque mondiale soient davantage axées sur les résultats plutôt que sur les intrants». L'institution entend pour ce faire organiser «des regroupements sous-régionaux des pays de manière à aider la Banque mondiale à adapter son appui aux besoins spécifiques des pays». De telle sorte qu'«avec cette nouvelle orientation et en tirant parti d'interventions évolutives, innovantes et à haut niveau d'impact, la Banque mondiale puisse aider plus efficacement les pays à faire face à la crise de l'éducation dans la région et à réaliser des progrès durables dans le secteur».

Piliers

Les interventions à haut niveau d'impact tout au long du cycle de vie de l'apprentissage, imposent à la Banque mondiale de se reposer sur au moins trois piliers. «Les deux premiers piliers sont axés sur l'éducation de base, tandis que le troisième pilier est axé sur l'éducation post-fondamentale, y compris l'EFTP (Établissement de formation technique et professionnelle, Ndrr) et l'enseignement supérieur», à en croire le document en notre possession. On a ainsi d'un côté, l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage. Ce qui implique selon la Banque mondiale, de «renforcer la préparation des enfants à l'apprentissage, de renforcer les politiques des sous-secteurs critiques et de transformer la profession d'enseignant».

Sur ce dernier point, le Cameroun est donné en exemple. Puisque «dans le cadre de la réforme globale de l'enseignement primaire au Cameroun, par exemple, les nouveaux enseignants sont recrutés sur la base

du mérite. Les recrues sont déployées selon de nouveaux critères pour donner la priorité aux écoles en sous-effectif de personnel et desservant les populations défavorisées», est-il indiqué.

De l'autre côté, l'institution de Bretton Woods prêche «un élargissement des opportunités d'apprentissage». Avec en ligne de mire l'atténuation des contraintes liées à la demande, la réduction de celles liées à l'offre et l'inclusion des groupes vulnérables. Il restera alors pour le Groupe de la Banque mondiale, à travailler au développement des compétences adaptées au monde du travail. «Les pays de l'AOC doivent, à cet effet, mettre en place des cadres de qualification des compétences simples mais inclusifs pour clarifier les parcours d'apprentissage et garantir la qualité des formations dispensées». L'institution bancaire internationale dit en outre attendre des «employeurs qu'ils investissent également dans la formation en cours d'emploi pour stimuler la productivité et la rentabilité des entreprises».

CYCLE DE VIE DE L'APPRENTISSAGE

La Banque mondiale fait ses classes

Bobo Ousmanou

Sous la houlette du président du Comité de pilotage de ce processus, un Conseil des ministres va se tenir à Yaoundé du 9 au 12 août prochain. A l'effet d'examiner et valider les textes fondateurs de la Communauté unique proposés par les experts.



Le président dédié de la rationalisation des CERs touche au but

L'avènement de la Communauté économique régionale unique de la sous-région n'est désormais plus qu'une question de temps. Elle doit naître de la fusion entre la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Un Conseil des ministres est annoncé à cet effet du 9 au 12 août prochain à Yaoundé. Les travaux seront présidés par le ministre camerounais Alamine Ousmane Mey, président du Comité de pilotage de la rationalisation des CERs d'Afrique centrale (Copil CER-AC). Ils ont pour principale finalité l'examen et l'adoption des projets de textes fondateurs de la nouvelle Communauté. L'information est confirmée au secrétariat technique du Copil CER-AC par son coordonnateur. Le Dr Patrice Libong Badjang affirme, en effet, «travailler sereinement à la préparation de cet important événement». Sans plus.

Projets de textes

Pas moins de sept projets de textes se trouvent déjà sur la table des ministres en charge de l'Intégration en Afrique centrale. Il s'agit dans l'ordre

du Traité de la nouvelle Communauté devant remplacer la CEEAC, la Cemac, mais également la CEPGL; du projet de convention sur le Parlement; du projet de convention sur la Cour de Justice et des Droits de l'Homme, avec la possibilité d'une saisine par le citoyen communautaire; et du projet de convention de la Cour des Comptes. Le Conseil des ministres est par ailleurs aussi appelé à plancher sur le Protocole de la Haute autorité monétaire de l'Afrique centrale et sur le protocole régissant le marché financier.

Conformément à la Décision conjointe N°1/ CEEAC/Cemac du 31 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du Copil CER-AC, ces projets de textes soumis à la validation des ministres sont une émanation de la Cellule d'experts. En effet, les experts des onze États et ceux des deux Commissions de la Cemac et de la CEEAC se sont réunis à deux reprises. D'abord du 9 au 13 novembre 2020, ensuite du 24 au 28 mai 2021. Ils ont examiné au fond chacun des avant-projets de texte. La délicatesse de leur mission exigeait à chaque fois «de fédérer les avis et de bâtir le plus large consensus possible», selon les prescriptions de

CEMAC-CEEAC-CEPGL

Sur le chemin cahoteux de la fusion

L'article 6 alinéa 3 de la Décision conjointe suscitée. La question de la gestion des six monnaies existant dans l'espace communautaire dans la perspective de la mise en place de la Haute autorité monétaire de l'Afrique centrale, était sans doute parmi les plus discutées. Et la tenue en août prochain du Conseil des ministres représente alors la fin de la partie technique. C'est selon certaines indiscrétions, le volet le plus difficile du processus de rationalisation des CERs. Place désormais aux instances politiques.

Instances politiques

L'entrée en scène des instances politiques est le signe le plus parlant de l'arrivée à son terme du processus de fusion-constitution. Deux niveaux de décisions se superposent ici. Il y a à la base le Conseil des ministres d'ores et déjà convoqué. Les textes régissant le Comité de pilotage prescrivent en la matière que les présidents des deux Commissions, le Pr Daniel Ona Ondo de la Cemac et Gilberto Da Piedade Verissimo de la CEEAC, en soient les rapporteurs. Ces deux responsables communautaires sont donc attendus en août prochain dans la capitale camerounaise. En même temps que les représentants de certaines institutions internationales et africaines qui soutiennent le processus. A l'instar de la CEA, de la Commission de l'Union africaine, de la BAD, de la Beac, de la Bdeac et des banques centrales/nationales des États non membres de la Cemac.

Au sommet, c'est l'instance politique suprême, représentée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. Ces derniers sont les maîtres d'ouvrage du processus. Et ils ont

confié la maîtrise d'œuvre au président camerounais, Paul Biya, le président dédié. Lequel pourra à l'issue du Conseil des ministres, convoquer ses pairs à tout moment. Comme il l'a annoncé en mars 2019 à Ndjamena, lors du Sommet ordinaire des chefs d'État de la Cemac. Ce qui reviendrait alors à signer définitivement l'acte de naissance de la CER unique. En prenant notamment soin de lui donner un nom parmi les trois retenus par les experts de la sous-région. La nouvelle Communauté ne sera toutefois pleinement opérationnelle que lorsque le quota d'États ayant ratifié le Traité y relatif, sera atteint. Il est selon nos sources de six États.

Nécessité

L'option d'une rationalisation des trois ensembles sous-régionaux (Cemac, CEEAC et CEPGL) de l'Afrique centrale s'est imposée aux chefs d'État en 2007. On comptabilise en effet pas moins de 43 institutions dans l'espace communautaire. La 4ème réunion du Copil de novembre 2017 a réitéré cette exigence et rappelé un certain nombre de principes et d'orientations. Notamment «le rapprochement institutionnel et l'intégration monétaire». Les dirigeants avaient en effet jugé une telle configuration peu viable et soutenable pour les budgets des États, et proposer à la place une fusion-constitution. Et les effets de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine leur donnent raison. Ils rajoutent une pression supplémentaire aux États déjà incapables de contribuer aux charges de la Communauté. D'où la nécessité de faire aboutir dans les meilleurs délais la fusion des CERs.

SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES

Le Minpostel ouvre le marché

Le département ministériel conduit par Madame Minette Libom Li Likeng appelle tous les opérateurs économiques du pays à intégrer au National payment switch infrastructure (NPSI).



Elles sont quarante-deux, les entreprises connectées à la plateforme nationale d'agrégation des communications électroniques (NPSI). Minette Libom Li Likeng en veut plus. «Imaginez qu'on a un réseau de 100 entreprises, cela n'est pas intéressant. Il faut que tous les opérateurs économiques adhèrent massivement», a-t-elle lancé mardi, 05 juillet 2022, à l'occasion de la présentation du NPSI.

L'infrastructure logée à la Campost a pour but d'ouvrir le marché des services financiers numériques en favorisant pour tous les opérateurs, l'accès à la plateforme API et par ricochet au code

USSD. Laquelle était jusqu'ici la chasse gardée de certains grands opérateurs. Le NPSI a été créé «suite aux plaintes d'acteurs comme Express Union qui était victime d'une concurrence déloyale. Aujourd'hui, Express Union se porte au mieux. Les opérateurs n'ont plus besoin de passer des contrats individuels avec des fournisseurs de réseaux mobiles pour pouvoir exercer», a fait savoir le Dr Winfred Mfuh, conseiller technique n°2 au Minpostel. Les structures y agrégées ont alors accès à 23 millions de Camerounais.

Dans son fonctionnement, le NPSI garantit également l'interopérabilité des différents réseaux; la réduction des coûts des transactions et des prestations de services de communication électronique à valeur ajoutée; facilite l'identification et la localisation instantanée des utilisateurs.

La Plateforme nationale d'agrégation des communications électroniques constitue une réponse aux difficultés que rencontre la Cameroon postal services (Campost). «De nouvelles possibilités sont ouvertes à la Campost», se félicitait la ministre Minette Libom Li Likeng à l'occasion de la présentation officielle de ladite infrastructure mardi, 05 juillet dernier. La plateforme placée sous l'égide de l'opérateur public doit conduire à l'amélioration de ses finances suite notamment à des ten-

sions de trésorerie manifestée en fin d'exercice 2020 par un déficit de 79 milliards FCFA. Fort de cela, un plan de restructuration a cours depuis un an. Financé à hauteur de 22,87 milliards FCFA, grâce au concours de la Banque africaine de développement, est adossé à un contrat-plan avec l'État.

«Pour y parvenir, Campost devait engager un programme de modernisation à travers le développement des produits innovants, face à la concurrence et l'intégration des nouvelles technologies dans les services fournis. C'est ainsi que depuis lors, dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services et produits ainsi que de l'augmentation de ses ressources propres, de nombreux services innovants ont été développés, ou sont en cours. Et la plateforme d'agrégation se trouve donc au cœur de ce processus d'amélioration de la qualité des services ainsi que de ses ressources», a souligné Minette Libom Likeng, à l'occasion de la présentation officielle de la NPSI.

L'atout majeur de Campost pour l'accueil de cette infrastructure est son data center adossé à un réseau d'interconnexion de 710 km de fibre optique, un réseau satellitaire contrôlé par un Hub. De quoi permettre à l'entreprise d'accompagner la transformation digitale du Cameroun.

RÈGLEMENTATION DES CHANGES

RAPPEL À L'ORDRE DE LA BEAC AUX SERVICES DOUANIERS DES ÉTATS

Dans un communiqué signé par son gouverneur, l'institution sous-régionale s'insurge contre des sanctions appliquées par certains douaniers aux dispositions communautaires en matière de change.

Les agents économiques «sont informés que toute mise en demeure de payer des pénalités au titre de la Réglementation des changes qui n'émanerait pas de la Beac, quelle que soit la qualité de l'assujéti à cette réglementation, est irrégulière et ne doit donner lieu à aucune exécution». C'est la substance d'un communiqué récemment rendu public par la Banque centrale et destinée aux services des douanes des États de la sous-région. Il porte sur le «contrôle et la mise en œuvre des sanctions relatives aux manquements à la Réglementation des Changes». Et il permet à la Beac de constater que «les services des douanes de certains pays de la Cemac procèdent à des contrôles envers des agents économiques au titre du respect des dispositions de la Réglementation des changes et prononcent des sanctions à cet égard».

A en croire le gouverneur de l'institution bancaire sous-régionale qui signe ledit communiqué, il s'agit pourtant d'une «pratique qui s'inscrit en totale violation des dispositions de ladite Réglementation des changes». Abbas Mahamat Tolli en veut pour preuve que «le Règlement n°02/18/ Cemac/Umac /CM du 21 décembre 2018 portant Réglementation des changes dans la Cemac fixe les dispositions relatives à l'organisation administrative de sa mise en œuvre (Titre I, chapitre III), en énonçant les attributions des acteurs concernés». Et qu'à ce titre, «seule la BEAC est autorisée à mettre en œuvre les sanctions administratives (pécuniaires et non-pécuniaires) relatives aux violations de ladite réglementation». Son communiqué rappelle aussi que «le rôle des autres entités habilitées à constater les infractions se limite à transmettre à la Beac le relevé des infractions et le rapport définitif de constats pour actions subséquentes».

TAA

OTTO FILS OWONA MBIDA

«Neuf régions au Cameroun et six pays en Afrique pratiquent le Ndamba-Along»

L'inventeur du Ndamba-Along parle de son ambition nationale et continentale pour cette discipline sportive.

Pouvez-vous nous dire ce que sait que le Ndamba-Along?

Le Ndamba-Along est une discipline sportive collective mixte qui met aux prises sur un terrain de 30 m de longueur et 12 m de largeur deux équipes mixtes constituées à la fois de joueurs de sexe masculins et féminins. Ce terrain est divisé en plusieurs bandes ou les joueurs se déplacent debout à cloche-pied sur la jambe droite. La gauche bien levée, lorsqu'ils sont dans leur zone de jeu. Parce que si la jambe est mal levée, c'est une faute, et dans la zone centrale, les joueurs des deux équipes se déplacent en station accroupie, soit aux sauts de grenouille, ou aux pas de canard. Si vous êtes mal accroupi dans la zone centrale, c'est également une faute.

Maintenant dans la zone adverse, chacune des équipes se déplace dans la zone adverse de l'autre équipe en sautant sur le pied gauche et en levant bien la jambe droite. Au Ndamba-Along, le ballon est joué de la main, de la tête, de la poitrine ou des épaules pour tirer le ballon dans l'Along qui est le trou en Beti, afin d'obtenir le point. La partie est remportée par l'équipe ayant inscrit le plus de points à la fin du match, qui dure 48 minutes pour les juniors et moins de minutes pour les cadets et les minimes. La partie est officieusement par 7 arbitres compte tenu de la vigilance qu'exige la discipline. Un central, deux juges mobiles, un commissaire de match et son rapporteur, et deux juges fixes. C'est le même ballon utilisé au handball.

D'où est venue l'idée de Ndamba-Along?

L'inspiration est sur plusieurs bases. La première base est que depuis la tendre enfance, nous sommes bercés par de nombreuses disciplines sportives et notre curiosité nous faisait voir que les disciplines ne sortent que d'ailleurs, soit d'Europe, soit d'Amérique ou d'Asie. Je me suis dit pourquoi nous ne pouvons pas modestement concevoir une discipline sportive qui soit originaire du continent africain. Petit à petit, on a commencé à mettre sur pied des principes de jeux. Ensuite, on a affiné les règles de jeu, les dimensions des terrains de jeux. Au départ, quelque chose qui semblait être un amusement s'est transformé en devoir pour nous, au point d'être un défi à relever.

Est-ce que vous pouvez nous faire l'histoire du Ndamba-Along?

Pour la petite histoire, je suis dans la zone industrielle proche de Bassa, dans l'arrondissement de Douala 3e où je vivais avec une grande sœur aujourd'hui décédée. C'est chez elle que j'ai eu l'inspiration. J'ai pris quelques jeunes du quartier avec qui nous faisons des expériences de jeux. Le déclin naît le jour où je décide de présenter le premier match d'exhibition. C'est ce jour que je me rends compte qu'au fait, ce que je fais n'est pas un simple jeu. C'était alors un ensemble d'ac-



tivités que je mettais sur pied vu le nombre de personnes présentes lors de cet événement qui s'est joué le 27 juillet 1997 dans la zone industrielle citée plus haut.

Qu'elles ont été les difficultés pour aboutir à ce résultat?

Notre parcours s'est heurté et continue à se heurter à des difficultés que nous essayons de transcender par notre détermination et surtout par les encouragements psychologiques que nous recevons de part et d'autre. Les toutes premières étaient de faire comprendre à certaines autorités ce que c'est que cette discipline. Il n'est pas facile d'expliquer à quelqu'un quelque chose qui n'est pas une réalité pour lui. L'autre difficulté est survenue lorsque nous avons commencé à vulgariser la discipline dans certains établissements scolaires. Il y en a qui étaient complètement réfractaire du fait de l'ignorance de la discipline. Beaucoup nous renvoyaient à devenir une fédération, or c'est comme demander à un inventeur de mettre la charrue avant les bœufs. Vous ne pouvez pas être une discipline naissante et être une fédération en même temps. Une discipline naissante construit des joueurs, des équipes, des associations qui deviendront une fédération sportive. Certains nous disaient qu'ils sont favorables si nous sommes une fédération, dans l'échange de langage d'interprétations. Ces difficultés se retrouvaient dans certaines administrations où les gens voulaient souvent nous imposer les critères des disciplines qui ont pignon sur rue. Nous avons fini par comprendre que pour ne pas être assommé par ce genre d'obstacle, on tourne le dos et on se focalise là où nous sommes reçus et c'est

ainsi que de fil en aiguille, on a réussi à faire des équipes et c'est pourquoi vous voyez le nombre d'équipes que vous avez aujourd'hui. Dans les 10 régions que compte le pays, neuf pratiquent le Ndamba-Along. Sur le continent africain, nous avons déjà 6 pays à savoir: le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Togo le Tchad, le Nigéria.

Est-ce que le gouvernement camerounais vous accompagne dans la vulgarisation de cette discipline sportive?

Le gouvernement ne nous accompagne pas encore, ça fait partir des difficultés que je voulais évoquer précédemment. Nous n'avons pas encore un soutien pour le développement et la vulgarisation de la discipline, nous essayons de nous battre pour que la discipline se retrouve à l'échelle que vous voyez aujourd'hui. Nous nous apprêtons à célébrer le 25e anniversaire de la discipline, à travers un tournoi africain. Mais, pour vous dire vrai, nous n'avons aucun appui, aucun soutien du gouvernement jusqu'ici. Nous attendons et nous espérons que peut être, l'ensemble de nos activités pourront déclencher cet appui.

De quel appui bénéficiez-vous au plan continental?

Déjà le fait de m'entêter à organiser la première compétition du Ndamba-Along est pour moi une façon de rendre honneur à la terre de nos ancêtres et à notre cher et beau pays le Cameroun. Mais, malheureusement, je me suis heurté aux difficultés que vous connaissez. Une discipline comme celle-ci, la majorité des invités attendent que vous assuriez leurs frais de déplacement, leurs hébergements, leurs restaurations et les récompenses. Nous essayons de nous battre comme nous pouvons pour qu'au moins cette première compétition se tienne. Puisque si nous attendons les aides des autres, le Ndamba-Along ne serait pas encore pratiqué dans 6 autres pays et dans 9 régions au Cameroun, nous continuons à nous battre.

Parlez-nous de la région qui fait problème?

C'est l'insécurité qui nous amène à tempérer dans la région du Sud-Ouest. Dès qu'il y aura accalmie, nous allons nous déployer là-bas.

Où est-ce qu'on pratique cette discipline?

Nous avons élaboré un plan de développement et de vulgarisation depuis 2012, qui malheureusement tarde à trouver les partenaires dans son accompagnement. Nous faisons avec nos modestes moyens, pour que ce plan de développement et de vulgarisation suive son cours. Nous avons commencé par la région du Centre qui est la capitale du pays, ensuite nous avons poursuivi par le septentrion, après on a recyclé dans le littoral qui est la

zone dans laquelle j'avais conçu la discipline. La région de l'Ouest a suivi et puis on a terminé dans les régions du Nord-ouest, l'Est et le Sud. C'est dans ce canevas que nous arrivons dans une ville et nous disons que tout le monde ne peut pas pratiquer le Ndamba-Along. Les lycées et collèges qui nous ouvrent les portes, nous formons les joueurs et les équipes dans ces établissements. Ceux par contre qui ne le font pas, pour ne pas perdre du temps nous partons ailleurs.

Est-ce qu'on peut avoir les noms des établissements qui vous accompagnent dans ce développement et cette vulgarisation?

Dans le Centre, à Yaoundé, nous avons l'Institut Petou, le Lycée de Mendong, le Lycée de Mimbo-man. Dans l'Adamaoua, vous avez le Lycée technique et le lycée classique. À Garoua, vous avez le lycée technique, le lycée classique et lycée de Djamboutou et aussi le Cenajes. Dans l'Extrême-Nord, vous avez le Lycée classique et moderne de Maroua. À Bafoussam, nous avons le Lycée classique de Bafoussam. À l'Est, nous avons le Cenajes de Bertoua et celui de Bamenda. À Douala, nous avons le Lycée de Deido, à Ebolowa, nous avons le Lycée rural d'Ebolowa qui a une équipe de Ndamba-Along.

On imagine donc qu'il existe des démembrements?

Oui, nous avons des responsables régionaux. La discipline se pratique, c'est une forme de mise sur pied des bases de la vulgarisation régionale de la discipline.

Vous vous constituez déjà en fédération?

Nous suivrons peut-être la formule de fédération, mais nous risquons de nous éloigner de cette formule pour plusieurs raisons. L'expérience démontre sur le plan national que beaucoup de fédérations, qui s'appellent fédération ont des difficultés à se mouvoir. Le ministère des Sports et de l'Éducation physique est soumis à des contraintes budgétaires quand il s'agit des disciplines comme les nôtres. Si les disciplines qui ont pignon sur rue ont parfois la peine à bénéficier du soutien gouvernemental. C'est dans ce sens que nous voulons fonctionner avec des partenaires qui ne sont pas forcément gouvernementaux. Parce que si nous voulons que le Ndamba-Along survive, que les pratiquants du Ndamba-Along aient une pérennité en tant que joueurs, nous devons trouver d'autres formes de moyens qui puissent être des partenaires qui soutiennent nos activités. Nous tenons à aller vers le modèle américain, ils n'ont pas de ministère de sport et d'éducation physique. Mais, regardez comment le sport a une autre ampleur là-bas, à travers les partenaires. Nous ne voulons pas être une vache qui n'a pas assez de lait.

Quel est le message que vous passez

à travers l'organisation de cette compétition?

Le message est simple, l'Afrique regorge de nombres talents sportifs. Il n'est pas compréhensible que ce continent qui est la mère de beaucoup de sportif dans le monde, n'ait pas de discipline sur l'échiquier international en dehors de la lutte sénégalaise que vous voyez. Pour nous, les Africains doivent s'approprier le Ndamba-Along pour que ça soit une discipline du continent. L'autre message est que les sportifs de tout âge ont désormais une discipline qui leur permet de se mouvoir. La preuve, il existe des particularités comme le coté mixte, le coté athlétique, le coté équilibrés qui sont des atouts qui caractérisent l'Africain. C'est un sport qui rassemble, dans une même équipe, les deux sexes. Dans un match qui compte 10 joueurs, 5 sont obligatoirement des femmes, on retrouve également des handicapés.

À quel âge se pratique le Ndamba-Along?

Dès que l'enfant est apte à pratiquer un sport, il est accepté. La chose que nous demandons est que l'enfant ait assimilé tous les exercices préparatoires, physiologiques et psychologiques. Lors des matches, il faut bien s'échauffer pour éviter des désagréments. Sans oublier qu'il y a des catégories comme au football.

Où est-ce que le tournoi va se dérouler?

Il se déroule ici à Yaoundé au Palais des Sports. Il est baptisé «Regroupement stage tournoi international du Ndamba-Along». Parce que nous voulons profiter et montrer aux délégations les règles du Ndamba-Along, afin qu'elles puissent mieux les assimiler et les mettre en exergue lors de la compétition. Le tournoi avait été prévu du 23 au 30 juillet 2022. Mais, en raison du calendrier de l'occupation de cette enseigne, nous l'avons bousculé de la période du 8 au 13 août. Nous nous battons avec quelques partenaires pour soutenir ces charges, bref tout ce qui couvre la compétition.

Aucune structure ne s'est prononcée jusqu'ici?

Nous sommes encore en pour-parlers, nous attendons qu'ils nous donnent leurs réponses, qu'elles soient positives ou négatives.

Où se trouve le siège du Ndamba-Along?

Il se trouve au quartier Ayéné en face de l'Université catholique de Coron à Ekounou III. Il possède également un site en ligne (www.ndamba-Along.com) avec une existence sur les plateformes comme YouTube, WhatsApp. Nous souhaitons que les responsables des médias de masse nous comprennent.

Interview réalisée par André Gromyko Balla

Smartphones et réseaux sociaux : Les moyens dont se sert WorldRemit pour connecter les générations Y & Z du Cameroun aux réseaux mondiaux de services financiers

Douala, Cameroun ... Au cours des cinq dernières années, le nombre d'utilisateurs d'Internet au Cameroun est passé de 5,01 à 10,15 millions¹, soit une augmentation de plus de 100% due à la réduction des prix des smartphones et à la pénétration des services de données mobiles dans le pays. Cette dynamique a entraîné une augmentation de l'activité des médias sociaux, de nombreux Camerounais s'inscrivant sur des plateformes populaires comme Facebook, Instagram, Twitter et Tiktok, créant ainsi un réseau de connexions comme il n'en existait pas auparavant. En fé-

vrier 2022, 16,5 % de la population du pays, soit 4,55 millions de personnes, étaient présents sur les médias sociaux². Une grande majorité de ce groupe est constituée de jeunes, étant donné que plus de 75 % des 26,55 millions d'habitants du pays ont moins de 35 ans^{3,4,5}.

La société WorldRemit se sert de ce réseau pour présenter les progrès réalisés dans les pays développés, notamment en ce qui concerne les technologies de transfert d'argent, en mettant l'accent sur la manière dont elles peuvent être adaptées localement pour transformer l'économie du pays. Nous considérons chaque

compte de médias sociaux comme un point d'entrée pour engager les jeunes sur les questions d'inclusion financière et le rôle des transferts de fonds dans l'expansion des opportunités de croissance nationale. En tant qu'acteurs clés du secteur des transferts de fonds dans le pays, nous sommes les mieux placés pour mener le dialogue sur le secteur et les questions relatives à l'inclusion financière. En effet, au cours des cinq dernières années, nous avons établi des partenariats avec de nombreux acteurs du secteur des services financiers et des opérateurs de télécommunications comme Express Union, MTN Mobile et Orange, afin de permettre aux Camerounais de recevoir instantanément de l'argent de plusieurs pays du monde. Cette intégration transparente relie désormais les Camerounais aux systèmes financiers mondiaux et leur fait découvrir les avantages d'un transfert d'argent rapide, pratique et abordable. Aujourd'hui, des francs centrafricains peuvent être envoyés de n'importe quel État des États-



Byline : Imane Charoui,
Directeur de l'Afrique Francophone,
WorldRemit

Unis à Bandjoun, un village situé à 282 km au nord-ouest de Yaoundé, la capitale du Cameroun, et le destinataire est en possession de cette somme en l'espace de quelques minutes. Il y a quelques années auparavant, les services de transfert plus anciens et plus traditionnels pouvaient prendre jusqu'à deux semaines pour effectuer la transaction, car celle-ci passait d'une banque à une autre et d'un commutateur à un autre ; et même lorsqu'elle arrivait à destination, le destinataire devait se déplacer pour trouver un point de retrait. Pourtant, même si nous opérons aujourd'hui au sommet de l'efficacité, nous travaillons en permanence pour nous assurer que nous touchons autant de jeunes que possible grâce à des innovations numériques qui suivent les tendances actuelles afin d'optimiser davantage nos services.



1. Rapport sur les données. Digital 2022: Cameroun. Février 2022
2. Rapport sur les données. Digital 2022: Cameroun. Février 2022
3. Banque Mondiale. Population ages 0-14 (% of population) – Cameroon. 2020
4. Banque Mondiale. Population, total- Cameroun, 2020
5. Knoema. Cameroon - Demographic characteristics of the population by age in 2005 » Specific Groups » Youth population (15-34 years). 2010

A propos de WorldRemit

Nous sommes une société leader dans le domaine des paiements internationaux et, avec Sendwave, nous faisons partie de Zepz, un groupe qui regroupe deux marques mondiales de paiements.

Nous avons bouleversé un secteur jusqu'alors dominé par des acteurs traditionnels hors ligne en proposant des transferts d'argent internationaux en ligne - les rendant plus sûrs, plus rapides et moins coûteux. Nous envoyons

actuellement des fonds depuis 50 pays vers des destinataires dans 130 pays, nous opérons dans plus de 5 000 couloirs de transfert d'argent dans le monde et nous employons plus de 1 200 personnes dans le monde.

Du côté des expéditeurs, WorldRemit est 100 % numérique (sans espèces), ce qui accroît la commodité et renforce la sécurité. Pour ceux qui reçoivent de l'argent, la société offre un large éventail d'options, notamment le dépôt bancaire,

l'encaissement d'espèces, le rechargement de temps d'antenne mobile et l'argent mobile. Soutenue par Accel, TCV et Leapfrog, WorldRemit a son siège à Londres, au Royaume-Uni, et des bureaux régionaux dans le monde entier.

www.worldremit.com
Contact media
WorldRemit Press Office
media@worldremit.com

Jean-René Meva'a Amougou

De plus en plus, elles remportent un succès grandissant dans l'économie de la mort.

C'est un Alain Mendogo qui nous accueille, ce matin du 14 juin 2022, pour une visite guidée de son «comptoir». Il a tant rêvé de ce lieu ! Il a été si blessé, il y a trois ans, quand une coalition de lenteurs et de petites lâchetés l'a fait renoncer à son projet de mise sur le marché de pierres tombales. «Je suis est un miraculeux contrepoint à la réalité du climat des affaires dans ce pays», assume-t-il, le cœur battant et florissant. En tout cas, cette fois, c'est fait. Le voici au quartier Ahala, dans le 3^e arrondissement de Yaoundé. Un atelier de conception où Alain Mendogo s'occupe justement de la conception et de la gravure des pierres à l'ordinateur. Il y passe environ dix heures par jour dans l'atelier, six jours par semaine. Il y a aussi l'espace dédié à la fabrication et quelques mètres carrés de surface d'exposition, ouverts sur la rue et le ciel. Ici, la matérialité de plusieurs pierres tombales entre en dialogue Alain Mendogo. Certaines d'entre elles ne sont constituées que d'une pièce, d'autres rassemblent plusieurs blocs et ornement. Certaines sont sombres, d'autres recrachent la lumière. Avec la dureté du marbre et de son éclat, certaines assainissent la mort; pendant que d'autres s'improvisent interprètes des hommages aux morts. Une véritable encyclopédie de la «beauté de la mort».

«En fait, c'est de l'art ! Si le rôle de l'art n'est ni d'embellir le monde ni, encore moins, de l'ornier, voire de le décorer, quel est-il ?», émet le jeune homme qui confesse la quarantaine. «Depuis deux ans, je suis dedans», ajoute ce diplômé de l'École nationale su-



périeure des travaux publics de Yaoundé.

Business

«Dedans», c'est le secteur des pierres tombales. Depuis peu, dans la capitale, ces objets orchestrent une nouvelle dynamique dans l'économie funéraire. «La sociologie de celle-ci nous convie à une situation relativement originale, cependant moins dans ses effets que dans ses fondements», Claude Arantès Etamé, anthropologue à l'université de Yaoundé I. Selon lui, «le marché des pierres tombales est impliquant, au sens où il expose à des enjeux lourds, tant sur le plan financier que sur celui de la qualité de service.

PIERRES TOMBALES
Comme une pierre, elles tombent sur le marché

la mort. «Bien sûr avec la particularité qui est la sienne», appuie l'ancien journaliste de la CRTV, passé président de l'Association des sorciers et guérisseurs traditionnels du Cameroun. Son argumentaire laisse deviner un marché devenu concurrentiel, ignorant le tabou social qui pèse sur la mise en scène publique des pierres tombales. «Voyez-vous, à Douala, Yaoundé et dans beaucoup d'autres localités du Cameroun, leur vente commence à rentrer dans le cercle des prestations funéraires, avec des acteurs qui sont passés du statut de marchand à celui de professionnels des services funéraires», postule François Bingono Bingono.

De son côté, Lucie Mballa, sociologue voit «une économie funéraire locale avec son lot d'évolutions. Il me semble que nous sommes loin du schéma classique vivre, mourir et enterrer sans extravagance. L'après-enterrément s'est lui aussi fortement enrichi, très loin du chemin balisé domicile du défunt-église-cimetière ou caveau familial simplifié. La tendance est maintenant à orner les tombes et c'est de là que le marché des pierres tombales tire son expansion actuelle», théorise Lucie Mballa.

A ce sujet, Geneviève Ngo Mbatoum, un conseil en stratégie pronostique même que, «à l'horizon 2030, le marché des pierres tombales au Cameroun pourrait commander des investissements très importants; demander une transformation accélérée de l'hybridation des point de vente: s'implanter sur des emplacements plus stratégiques en combinant intelligemment e-commerce et magasins».

Si l'on s'attache en premier lieu à la composante économique, on peut estimer que les pierres tombales constituent une dépense conséquente, sinon très conséquente, avec un prix moyen établi aux alentours de 500 000 et 2 millions FCFA. Si l'on se situe maintenant du côté des déterminants qualitatifs, on peut considérer que le vendeur de pierres tombales est un acteur essentiel des élaborations symboliques autour du défunt».

Particularité

Seulement, nuance François Bingono Bingono, le secteur commence à remporter un succès grandissant dans l'économie de

ALAIN MENDOGO

«C'est une bonne façon d'honorer la personne décédée»

Fabricant et vendeur de pierres tombales, l'ingénieur de travaux publics parle de sa «marchandise» et des perspectives du secteur.

Comment définissez-vous ce que vous vendez ?

Je vends des pierres tombales. Pour moi, une pierre tombale est la dalle en marbre ou en granit qui recouvre une sépulture. C'est la partie visible qui donne à la tombe son apparence. Il est possible de réaliser des gravures sur la pierre tombale selon les souhaits de la famille et les dernières volontés du défunt, ou en cas d'absence de stèle. Après un décès, la famille peut décider de mettre en place un monument funéraire pour matérialiser la tombe du défunt et créer un lieu de recueillement pour les proches. Ce dernier est constitué de plusieurs éléments, dont la pierre tombale et la stèle. Si on a tendance à confondre ces deux éléments, ils sont bien différents l'un de l'autre.

Quels sont les modèles que vous vendez ?

Ici chez moi, vous pouvez trouver de nombreux modèles de pierre tombale, des plus simples aux plus détaillés. Le choix peut dépendre du goût de la famille ou des recommandations laissées par le défunt de son vivant dans un contrat de prévoyance obsèques.

Quels matériaux utilisez-vous pour fabriquer une pierre tombale ?

Il existe différents types de matériaux pour la conception de la pierre tombale. Bien



qu'on parle de marbrerie, le matériau le plus répandu est le granit. Ce type de matière est particulièrement résistant aux agressions extérieures et ne demande que très peu d'entretien. Effectivement, le marbre est une matière noble mais il résiste mal aux intempéries, notamment en raison de sa faible porosité. Quant à la pierre, elle est moins coûteuse mais se noircit plus rapidement et requiert des entretiens plus poussés. La couleur de la pierre tombale dépend de son matériau de conception. Le granit offre un large choix de couleurs: noir, blanc, gris, bleu, vert, rose, marron... Les familles choisissent souvent la couleur selon la personnalité du défunt.

Quelle est votre clientèle ?

C'est globalement celle qui n'a plus peur de prendre des risques.

C'est-à-dire ?

Ceux qui n'ont pas pitié de l'argent.

Que répondez-vous à ceux qui contestent l'utilité d'une pierre tombale ?

Pour moi, c'est une bonne façon d'honorer la personne décédée en rendant hommage à son vécu. Elle permet également de marquer l'apparence de la tombe pour que les familles et les proches puissent se recueillir en toute sérénité. C'est au niveau de la pierre tombale que les fleurs sont placées aussi bien pendant l'enterrement que lors des visites à l'occasion de la Toussaint ou d'autres moments. La pierre tombale permet aussi de matérialiser la sépulture et de protéger le corps des agressions extérieures. Et en plus, la pierre tombale permet de réduire la pénibilité des ouvriers qui travaillent dans les cimetières. Moi-même, j'ai posé des monuments et c'était souvent assez pénible.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez au quotidien ?

Avec la guerre en Ukraine, c'est devenu un peu compliqué. Les importations de marbres dont la grande majorité sont fabriqués en Inde ou en Chine, sont devenues très compliquées et leurs prix se sont envolés.

Avec un marché international sous tension, le prix du granit s'est envolé et se répercute sur les nous aussi.

À côté de tout cela, il y a le problème de la rencontre entre clients et des fabricants. Ce problème résulte principalement du déficit de représentation publique des professionnels. On ne nous connaît pas assez. Nous sommes encore des figures professionnelles marginalisées parce que, comme tous les métiers du funéraire, la vente des pierres tombales conserve un arrière-goût de déclassé social. On est accusés d'oser tirer quelque bénéfice économique du commerce d'un objet de la mort.

Il y a aussi que, dans ce secteur, publicité et démarchage commercial ne sont pas autorisés. Cela est un peu bizarre si l'on considère notre activité comme une activité commerciale comme toutes les autres.

Comment entrevoyez-vous l'avenir du secteur que vous avez choisi ?

Plen de promesses ! Je pense que c'est un bon business, les gens vont toujours avoir besoin de ça Avec des confrères ici à Yaoundé, nous avons lancé des démarches pour la constitution d'un syndicat. Nous avons écrit aux autorités et nous pensons que les choses vont aboutir.

Propos recueillis par JRMA



AMÍLCAR CABRAL

14 Amílcar Cabral, le poète et le combattant politique

Ses parents étaient de nationalité cap-verdienne et avaient émigré en Guinée-Bissau qui, à l'époque, était une colonie portugaise. En 1945, Amílcar Cabral, âgé de 21 ans, débarque à Lisbonne (Portugal). Bien qu'aimant les lettres, il choisit d'étudier l'agronomie. Dans la capitale portugaise, il côtoie d'autres étudiants africains qui sont contre le colonialisme. Il s'agit, entre autres, des Angolais Agostinho Neto et Mário Pinto de Andrade, des Mozambicains Eduardo Mondlane et Marcelino dos Santos. Ensemble, ils fondent en catimini le Centro de Estudos Africanos dont le but est la promotion de la culture des peuples noirs colonisés. Grâce au Parti communiste portugais, ils reçoivent des ouvrages interdits par le régime de Salazar.

Retour au pays

Il rentre au pays en 1952. Il est chargé du recensement agricole, ce qui l'oblige à parcourir la Guinée-Bissau pendant deux ans. En 1954, il pense qu'une organisation politique nationaliste pourrait lui permettre d'améliorer les conditions de vie des populations et de débarrasser le pays du colonialisme portugais mais sa tentative de créer cette organisation échoue. Cabral est expulsé de Guinée. De 1954 à 1958, il travaille pour plusieurs compagnies agricoles en Angola. Parallèlement, il s'intéresse à la Négritude de Senghor, Césaire et Gôntan Damas et au marxisme. En 1956, il est autorisé à retourner en Guinée. La même année, avec son demi-frère Luis Cabral, Aristide Pereira, Abílio Duarte et Elisée Turpin, il fonde le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-vert). En 1961, il participe, au Caire, à la troisième Conférence des peuples africains. Lors de sa prise de parole, il attire l'attention des participants sur la nécessité de l'analyse concrète de chaque situation concrète pour combattre le colonialisme. Le PAIGC à la tête duquel il a été porté commence à or-

ganiser et à former politiquement la société. C'est à partir de 1963 que Cabral et ses compagnons embrassent la lutte armée. Pourquoi prennent-ils les armes ? L'armée portugaise avait massacré des dockers de Pidjiguiti qui s'étaient mis en grève en août 1959. Cabral comprit alors que les Portugais ne voulaient pas lâcher du lest et qu'il était illusoire de croire que la négociation pourrait les amener à changer d'avis. La lutte est menée à partir des pays voisins (la Guinée-Conakry et la Casamance, une province du Sénégal). Progressivement, le mouvement gagne du terrain en dépit d'importants moyens militaires déployés par le Portugal, en dépit des bombes au napalm que les colons lâchent sur les populations. Il contrôle 50 % du territoire en 1966, puis 70% en 1968. Il installe des structures politico-administratives dans ces régions. Comme Frantz Fanon, dont il est idéologiquement proche, Amílcar Cabral prône, dans ses textes, la résistance culturelle tout en fustigeant la colonisation. Ces textes seront publiés en 1975 sous la direction de Mário de Andrade, aux éditions Maspero, sous le titre : 'L'arme de la théorie'. Il y affirme, par exemple, qu'il est nécessaire d'avoir conscience de la lutte à chaque moment, que lui et ses camarades ne sont pas des militaires mais des militants armés. Que la vraie démocratie suppose que le peuple soit impliqué dans toutes les décisions le concernant, que les colonialistes ne nous ont pas fait entrer dans l'Histoire mais qu'ils nous ont fait sortir de l'Histoire, de notre propre Histoire pour les suivre dans leur train, à la dernière place. Les écrits de Cabral parlaient aussi de la lutte contre nos propres faiblesses, lutte dont il reconnaissait qu'elle était la plus difficile. Mais Amílcar ne se contente pas d'écrire. Il est aussi présent sur le front diplomatique. Il voyage et rencontre des dirigeants dans le but de faire connaître son mouvement et de rallier à la cause guinéenne le plus grand nombre de

sympathies. Il est reçu par le pape Paul VI et par les dirigeants soviétiques, bénéficie du soutien de Fidel Castro et de Sékou Touré. En janvier 1960, il prend part à la seconde conférence des peuples africains à Tunis, puis va à Conakry en mai. En juin, il participe à une conférence internationale à Londres. C'est au cours de cette conférence qu'il dénonce pour la première fois le colonialisme portugais. Sa déclaration sera publiée en Angleterre sous le pseudonyme d'Abel Djassi. Si Cabral ne se montre guère tendre avec le colonialisme, il affirme cependant qu'il se bat contre le système colonial instauré par le Portugal, et non contre le peuple portugais. En octobre 1972, des élections sont organisées sur les territoires contrôlés par le PAIGC. Une Assemblée nationale est mise en place, ce qui pousse l'ONU à reconnaître le PAIGC comme "le véritable et légitime représentant des peuples de la Guinée et du Cap-Vert". Malheureusement, Amílcar Cabral est assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry par des membres de la branche militaire du parti, avec le soutien de la police secrète portugaise. Il disparaît, six mois seulement avant l'indépendance de la Guinée-Bissau proclamée le 10 septembre 1974. Triste fin pour un homme qui aimait son pays et combattit farouchement pour lui. Il est mort comme Patrice-Emery Lumumba, c'est-à-dire trahi par ses propres frères qui certainement voulaient s'enrichir rapidement et vivre dans le luxe. Sékou Touré attribue l'assassinat d'Amílcar Cabral à Innocente Camil, commandant de la marine du PAIGC, qui avait établi son quartier général dans une ville proche de la frontière avec la Guinée-Conakry. Mais Amílcar n'a pas été oublié par les gens pour qui il s'est battu car le peuple se souvient toujours de ceux qui défendent son honneur et sa dignité et qui se sacrifient pour lui. Que ce soit en Guinée-Bissau ou dans d'autres pays africains, ce peuple lui a exprimé sa reconnaissance en donnant son

nom à une compétition de football, à des lycées à Ségou (Mali), à Ouagadougou (Burkina Faso), à Brazzaville (Congo), à Ziguinchor (Sénégal), à Macenta (Guinée) et à Assomada (Cap-Vert). Non seulement l'aéroport de Sal (Cap-Vert) mais plusieurs voies et boulevards portent son nom en Martinique, au Sénégal, en Algérie et en France.

Production

Cabral, qui croyait que "la culture africaine a survécu à toutes les tempêtes, réfugiée dans les villages, dans les forêts et dans l'esprit des générations victimes du colonialisme", a laissé d'importantes études politiques dont 'Pratique révolutionnaire. L'arme de la théorie' (1966) et 'Culture et libération nationale' (1970).

Inutile de dire qu'il est entré dans l'Histoire par la grande porte. Il n'est pas seulement un de nos illustres héros. C'est aussi un digne fils de l'Afrique et un grand révolutionnaire. A la fois théoricien et homme de terrain, il se distingue par une maîtrise de la culture et des réalités africaines. Il était en phase avec les attentes des populations. Pour lui, le pouvoir est au service du peuple et le peuple compte plus que tout. Il estimait donc que tout devrait être fait pour l'épanouissement du peuple. Ceux et celles qui aspirent à diriger nos pays devraient lire et méditer cette parole de Cabral : "Nous ne luttons pas simplement pour mettre un drapeau dans notre pays et pour avoir un hymne mais pour que plus jamais nos peuples ne soient exploités, pas seulement par les impérialistes, pas seulement par les Européens, pas seulement par les gens de peau blanche, parce que nous ne fondons pas l'exploitation ou les facteurs d'exploitation avec la couleur de peau des hommes ; nous ne voulons plus d'exploitation chez nous, même pas par des Noirs."

Jean-Claude Djereke

Comme Frantz Fanon, dont il est idéologiquement proche, Amílcar Cabral prône, dans ses textes, la résistance culturelle tout en fustigeant la colonisation. Ces textes seront publiés en 1975 sous la direction de Mário de Andrade, aux éditions Maspero, sous le titre : 'L'arme de la théorie'. Il y affirme, par exemple, qu'il est nécessaire d'avoir conscience de la lutte à chaque moment, que lui et ses camarades ne sont pas des militaires mais des militants armés. Que la vraie démocratie suppose que le peuple soit impliqué dans toutes les décisions le concernant, que les colonialistes ne nous ont pas fait entrer dans l'Histoire mais qu'ils nous ont fait sortir de l'Histoire, de notre propre Histoire pour les suivre dans leur train, à la dernière place.

COMMUNITY MANAGEMENT

LA VISIBILITÉ À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Le 7 juillet 2022 à l'Institut français du Cameroun, Chedjou Kamdem, expert en community management, a présenté aux hommes des médias et autres catégories socio-professionnelles, deux ouvrages devant leur permettre de mieux se positionner sur la toile.

La boîte à outils du community manager « Africain », et « 13 KPI WHY ». Deux ouvrages présentés le 7 juillet dernier à l'Institut français du Cameroun (IFC). Leur auteur, Chedjou Kamdem, entend donner les éléments de performances aux entreprises à l'ère des réseaux sociaux. Pour ce faire, il a tenu d'emblée dans son résumé à faire la différence entre community management et le social media manager. Pour l'auteur, les deux postes ont des similitudes, mais il y a lieu de mentionner que la différence réside dans l'aspect stratégique. Le community management est connu comme étant la personne qui est au contact permanent des membres de la communauté qu'il a construite sur les réseaux sociaux.

Par contre le social media manager est la personne qui s'occupe de l'aspect stratégique du déploiement d'une entité sur les réseaux sociaux.

Entre les lignes

« La Boîte à outils du community manager Africain » répond à une problématique : les community manager qui gèrent les comptes sur les réseaux sociaux ont besoin des outils pour faciliter leur travail quotidien, mais aussi pour améliorer leur productivité. Raison pour laquelle il existe une panoplie d'outils. Mais « moi, j'en ai proposé dix qui peuvent dès le départ, aider toute personne qui débute dans le community manage-

ment », précise Chedjou Kamdem.

Pour ce qui est du second ouvrage, « 13 KPI WHY », il compte 112 pages et il présente les 13 principaux indicateurs clés de performance. Les indicateurs de performance sont ceux-là qui vont dire à l'utilisateur ce qui fonctionne bien ou pas. Généralement pour mesurer sa notoriété sur les réseaux sociaux, on a deux KPI WHY, à savoir la taille de la communauté, on doit savoir si on a suffisamment d'abonnés sur les réseaux sociaux, ou alors la portée de publication. Ici, il est question de savoir si l'on parvient à toucher davantage plus de personnes sur les réseaux sociaux. « Pour plus de connaissances sur les KPI WHY, sur les réseaux sociaux, notamment Face-

book, il faut faire la comparaison entre le nombre d'abonnés et les fans. On peut également le faire avec la portée de la publication », fait savoir l'auteur. Chedjou Kamdem a plus de douze ans d'expérience dans la gestion des communautés sur les réseaux sociaux. Il est lauréat en 2019 du prix Africa 3535 dans la catégorie Blog et Innovation Media. A travers ses ouvrages professionnels puisqu'il en est à son cinquième, et les plateformes de Community Management d'Afrique et Histoires CM, il décrypte les tendances africaines et les meilleures pratiques de Community management.

Olivier Mbessité

André Gromyko Balla

Sur cet axe situé sur la route nationale n°10 et menant à la ville de Mfou, les voitures et les usagers retrouvent une vie presque normale.

L'opération «coup de poing» de la police et de la commune d'arrondissement de Yaoundé IV fluidifie à nouveau la circulation au carrefour Awae escalier. C'est un endroit parmi tant d'autres dans la capitale où l'anarchie a élu domicile. Mais aujourd'hui, la crainte de passer plusieurs minutes, voire des heures sur place est un lointain souvenir. Ce résultat est la conséquence directe de l'interdiction des stationnements de voitures et de motos, mais également des commerçants qui règnent sans partage. Les autorités les accusent d'être les auteurs et les acteurs des embouteillages dans ce carrefour dont dépendent trois pays que sont: le Tchad, la RCA et le Congo. «La récréation est terminée, nous passons à la phase répressive. Plus encore, les récalcitrants doivent savoir que notre présence est désormais permanente», déclare une source au poste de police. Et la même source d'ajouter que «si tout le monde respecte la loi, tout ira bien».

Dispositifs

Pour l'effectivité de cette normalisation, une mesure phare est prise: la construction



On circule mieux

d'un poste de police. Ce dernier évolue en duo avec la voirie municipale de la commune de Yaoundé 4. Selon les informations reçues sur place, il est installé depuis le mois avril de cette année. «Mais, il fallait prendre du temps pour élaborer une stratégie déguerpissement». Ainsi, «on ne peut pas avoir tout autour du poste les stationnements clandestins et les motos», assure un inspecteur de police. L'autre objectif étant également d'avoir des exemples de sanctions sur quelques indisciplinés, afin de

dissuader les autres. Jules, conducteur de moto dont l'engin s'est retrouvé à la fourrière est un exemple parfait. «J'ai saigné pour récupérer ma moto, plus de 50000 FCFA parti comme ça», déclare le jeune homme.

«Nous n'avons pas seulement déguerpis, il y a le social qui suit», déclare Etienne Endjodo, cadre à la mairie. Il fait une visite guidée pour montrer le site trouvé pour les mototaxis 1500 mètres plus bas, sur la route de Mfou. Du côté des clandos, il leur est demandé de retrouver leurs col-

MOBILITÉ URBAINE

Le carrefour Awae escalier respire

lèges qui stationnent en face de Tradex. Mais ces derniers, comme Achille Olama et Zambrota, refusent d'obtempérer. Louer un espace chez un particulier est plutôt la solution selon eux. Ils accusent leurs collègues de Tradex de corruption. «Ils savent ce qu'ils font avec le central N°4», affirme l'un eux. «Faux» rétorque un officier de police, selon l'homme de la sécurité, tout est planifié. Trois objectifs sont déjà atteints, «le premier, c'est que les embouteillages ont drastiquement diminués. Le second est que les accidents eux aussi baissent, et enfin, la délinquance est réduite à sa simple expression», confie un supérieur de la police.

Doléances

Les mototaxis ne décolèrent pas. Cependant, ils exhortent la mairie à trouver un site stratégique pour eux. Ahanda, l'un d'eux, fait une déclaration comme quoi, «nous n'avons pas les clients ici, tout le monde descend à l'arrêt-taxi. Comment ils font pour prendre les motos»? Du côté des policiers, «la circulation sera nettement meilleure, si la mairie élargit l'arrêt-taxis», ajoute l'un des officiers.

AGB

Après la réhabilitation de la route Coron-Ekounou en 2014, l'on croyait être sorti de l'auberge. Aujourd'hui, la sérénité n'existe plus.

Il faut retenir son souffle lorsque l'on passe au lieu-dit Ekounou vallée. Parce qu'à tout moment, la route peut céder. La faute à un côté de la chaussée qui s'érode très rapidement, créant un immense trou en contre-bas et risquant même l'effondrement total de la route par ces temps de pluie. Cette dernière, risque à tout moment de faire des victimes et paralyser la circulation en coupant Ekounou en deux. Que l'on soit dans un véhicule, sur une moto ou à pied, l'on pousse un ouf de soulagement après la traversée de l'un des côtés de la route. «C'est lorsqu'il y aura des morts que les autorités songeront à arranger définitivement cette route?», s'interroge maxime, chauffeur de taxi dont le trajet se retrouve prioritairement sur cette axe.

Et ce jeudi 7 juillet 2022, après la pluie aux environs de 16 heures, une grosse frayeuse s'est emparée des menusiers possédant un atelier tout prêt. Angoula, l'un d'eux, dit avoir suivi des énormes bruits venant de cet endroit. Lorsque l'on se rap-



La confiance des riverains et usagers de cette route au fond du trou

proche, on voit la rambarde qui est tombé dans le vide, subissant la colère des eaux de pluies. «On a pourtant versé le sable et les moellons depuis, c'était pour faire quoi?», ajoute Janvier son collègue.

Iceberg

Sur cet axe très fréquenté de la capitale camerounaise, desservant les quartiers d'Ekounou, Nkomo, Awae escalier et Nkoabang, au niveau de Nicolas barré, il faut être curieux pour voir l'état de dégradation de la route. Les

herbes occupent l'espace. Mais pourtant, son existence ne tient plus qu'à un fil. C'est lorsque les curieux s'approchent tout prêt qu'ils se rendent compte de l'état défectueux de cet ouvrage. Un gros trou visible ayant une circonférence impressionnante vous amène à avoir peur. «Je peux vous dire que lorsqu'il y aura les grandes pluies en septembre et octobre, la catastrophe aura lieu», révèle une source du côté de la Magzi. La même source affirme que solutionner le problème «reviendrait

CIRCULATION URBAINE À YAOUNDÉ

Mayday mayday sur l'axe Deux-Chevaux-Cfta

à couper totalement la voie pendant des semaines». «Pourtant après la livraison des travaux en 2014 par la société Buns, l'on s'est cru déjà tiré d'affaires», souligne William Mbarga, habitant du quartier Deux-chevaux.

Inquiétudes

L'inquiétude des parents dont les enfants en bas âges fréquentent l'école publique d'Ekounou, situé non loin de là, est perceptible dans les discours. Pauline Nnomo est de ceux-là. Elle est très remontée. «Je ne sais pas comment je vais faire avec Samuel quand l'école va recommencer, il n'a que 7 ans», se demande la mère d'enfants.

Christine Bikoula a dû dévier l'itinéraire de vente des prunes et plantains de ses enfants. «Ce secteur est devenu trop dangereux et mes enfants sont trop petits pour traverser cet endroit», avoue la braiseuse de prunes et de plantains. «Je ne fais plus mon marché à Ekounou parce que j'ai peur, je pars plutôt à Mvog-Mbi», ajoute encore Christine.

PETITS MÉTIERS

COUP DE JEUNE DANS LE RECYCLAGE DES SACS DAMES

Pour subvenir aux problèmes existentiels quotidiens, de jeunes Camerounais ont fait de cette activité leur domaine de prédilection.

Au Cameroun en particulier, comme partout ailleurs en Afrique, les petits métiers naissent dans les quartiers. Et les jeunes sans aucune expérience professionnelle, s'y adonnent avec passion. L'objectif est de répondre aux besoins quotidiens. C'est le cas d'Idrissou installé au quartier Efulan (Yaoundé 3). Il a fait du recyclage des sacs son métier. Il s'attèle, très tôt le matin, à rafistoler les sacs dames et des élèves. Dans son domicile, il est accompagné d'autres jeunes, tous originaires du septentrion. Et dans un entretien, il se livre. «Je suis Camerounais, je viens de Garoua. Comme vous pouvez le constater, j'arrange ces sacs pour les revendre sur le marché auprès des dames et de certains hommes qui sont intéressés. Tout dépend de la qualité de l'article», confie-t-il. «Ces sacs, on les ramasse, puisqu'ils sont déjà usés et on les remet à neuf. Pour d'autres, on les achète au marché Mokolo de Yaoundé, on les achète à vil prix 200 FCFA, voire 1000 FCFA, et à notre niveau, on bouche les trous et on les arrange pour qu'ils soient neufs. C'est ainsi que nous parvenons à gagner un peu d'argent», renchérit-il. Ces sacs sont vendus en fonction de la qualité. Et les prix sont à la portée de toutes les bourses. Il y a des sacs qu'on vend à 2500 FCFA, 3500 FCFA et même plus, il y a des sacs de 25 000 FCFA. «C'est à l'issue des débats avec le client que nous vendons. On n'a pas de revenus journaliers stables ou fixes. Il y a des jours qu'on peut vendre plus de 10000 FCFA et c'est dans cet argent qu'on fait des économies pour aider la famille restée à Garoua, voilà un peu notre quotidien dans cette activité», explique-t-il.

Difficultés

Comme dans tous les métiers, il y a des difficultés. Le marché n'est pas rose tous les jours. On survit dans cette activité, elle ne nourrit pas convenablement l'homme, on se débrouille pour vivre. «Je fais dans ce métier depuis sept ans, mais il n'est pas facile. Ce n'est pas tous les jours qu'on a la marchandise, on peut faire une semaine sans marchandise. Vous allez au marché Mokolo, les sacs ne sont pas disponibles», fait savoir Idrissou, responsable de l'atelier. Et à cela, s'ajoute la vie chère. «Les clients se plaignent, surtout les mamans qui pensent déjà à acheter les sacs de leurs progénitures pour la prochaine rentrée scolaire. Nous sommes obligés de vendre les sacs à des prix très bas pour pouvoir les contenter. Et au regard des difficultés, je compte apprendre un travail plus stable, qui va me permettre de bien vivre et de pouvoir me prendre en charge ainsi que les membres de ma famille», conclut-il.

OM



5^{ème} Edition du CK Festi-foot



V. A. C



DYNAMITE FC

lancement officiel le Samedi 16 juillet 2022 à 14h
au stade Municipal FOTSO Victor de Bandjoun



CANAL 2 INTERNATIONAL



Intégration



Acteur majeur de la microfinance au Cameroun depuis 1996



Groupe SABC



Louise Nsana

Cinq cent-cinquante propriétaires ont été indemnisés à ce jour, pour un montant d'un milliard trois cent millions FCFA.

Le chantier de construction d'une route principale (2x2) et d'axes secondaires (1x2) au quartier Nkolmesseng dans le cinquième arrondissement, bat son plein. En marge des activités de pose des rigoles, les opérations d'indemnisation des populations impactées se poursuivent elles aussi. 550 personnes ont déjà reçu leur dû à la suite d'un recensement mené en 2019 sous la présidence du Préfet. Une enveloppe d'1 milliard 300 millions FCFA a ainsi été dispatchée entre les bénéficiaires sur les 2 milliards FCFA octroyés à cet effet par la Banque mondiale. 80 milliards FCFA restent à partager entre «les personnes dont les noms figuraient dans le décret d'indemnisation mais qui étaient absentes au moment des opérations de paiement», fait savoir le chef de l'unité technique de liaison du PDVIR (projet de développement des villes inclusives et résilientes) de la mairie de la ville de Yaoundé.

Quelques 200 millions FCFA supplémentaires sont envisagés en réponse à des cas d'omission de propriétaires de biens impactés. «Il y a un mécanisme de gestion des plaintes des populations qui a été mis en place dans le cadre de ce projet. Tous les sectoriels concernés sont représentés et en ce moment, les cas d'omission sont en train d'être examinés. Il y a une série de documents qui doi-



travaux de construction de 15 km de route à Nkolmesseng

vent être fournis et la commission en vérifie l'authenticité avant de procéder à d'éventuels paiements», souligne le fonctionnaire public local.

Un tour sur le site de Nkolmesseng a permis à Intégration de prendre connaissance de griefs qui vont au-delà de la simple omission de personnes à indemniser. «Il y a eu un premier tracé de la route. Il était question qu'on dégage cinq mètres de part et d'autres du tracé. Les gens sont allés monnayer, et ils ont fait un deuxième tracé qui exclut les bâtiments de l'autre côté de la route pour ne toucher que notre côté. Donc nous on doit perdre 10 mètres. En face de moi il y a l'immeuble qui porte une antenne MTN qui devait partiellement être détruit. Ce n'est plus le cas, c'est la maison que notre grand-

père nous a léguée qui doit maintenant être détruite. Pardessus tout, mon nom n'est pas sorti dans le décret d'indemnisation. Ni même celui de ma sœur pour son immeuble R+2 quelques mètres plus loin. Tout autour de nous tout le monde a été contacté mais pas nous, je ne crois pas que ce soit un hasard. En tout cas, je regarde seulement», déclare M.B.C.

A la mairie de la ville le chef de projet de construction de la route de Nkolmesseng l'assure pourtant, «on applique la réglementation». Il évoque des manquements dans la maîtrise des textes en matière de déguerpissement pour cause d'utilité publique. Et d'ajouter: «Dans le cadre de ce projet, on est même allé au-delà de ce que prévoit la législation camerounaise à cause du bailleur de

fond. On a du calculer l'impact économique du projet sur les commerces le long du projet. C'était très difficile qu'on accepte ça ici mais la Banque mondiale l'a exigé. Et donc on calculé un pourcentage qu'on a multiplié par 18, la durée du projet pour chaque commerce recensé. Mais dès qu'on a ouvert cette brèche, c'est tout le monde qui avait subitement une boutique. La Banque mondiale a même exigé qu'on n'applique pas le pourcentage de vétusté des maisons comme la loi camerounaise prévoit mais qu'on traite tous les dossiers comme si les maisons venaient d'être construites. C'est ce qui a été fait tous les maisons ont été évalués sur la valeur actuelles», conclut le chef de l'unité technique de liaison du PDVIR à la mairie de la ville.

CONSTRUCTION DE LA ROUTE DE NKOLMESSENG

Les indemnisations telles qu'elles évoluent

PETITS MÉTIERS

COUP DE JEUNE DANS LE RECYCLAGE DES SACS DAMES

Pour subvenir aux problèmes existentiels quotidiens, de jeunes Camerounais ont fait de cette activité leur domaine de prédilection.

Au Cameroun en particulier, comme partout ailleurs en Afrique, les petits métiers naissent dans les quartiers. Et les jeunes sans aucune expérience professionnelle, s'y adonnent avec passion. L'objectif est de répondre aux besoins quotidiens. C'est le cas d'Idrissou installé au quartier Efulan (Yaoundé 3). Il a fait du recyclage des sacs son métier. Il s'attèle, très tôt le matin, à rafistoler les sacs dames et des élèves. Dans son domicile, il est accompagné d'autres jeunes, tous originaires du septentrion. Et dans un entretien, il se livre. «Je suis Camerounais, je viens de Garoua. Comme vous pouvez le constater, j'arrange ces sacs pour les revendre sur le marché auprès des dames et de certains hommes qui sont intéressés. Tout dépend de la qualité de l'article», confie-t-il. «Ces sacs, on les ramasse, puisqu'ils sont déjà usés et on les remet à neuf. Pour d'autres, on les achète au marché Mokolo de Yaoundé, on les achète à vil prix 200 FCFA, voire 1000 FCFA, et à notre niveau, on bouche les trous et on les arrange pour qu'ils soient neufs. C'est ainsi que nous parvenons à gagner un peu d'argent», renchérit-il. Ces sacs sont vendus en fonction de la qualité. Et les prix sont à la portée de toutes les bourses. Il y a des sacs qu'on vend à 2500 FCFA, 3500 FCFA et même plus, il y a des sacs de 25 000 FCFA. «C'est à l'issue des débats avec le client que nous vendons. On n'a pas de revenus journaliers stables ou fixes. Il y a des jours qu'on peut vendre plus de 10000 FCFA et c'est dans cet argent qu'on fait des économies pour aider la famille restée à Garoua, voilà un peu notre quotidien dans cette activité», explique-t-il.

Difficultés

Comme dans tous les métiers, il y a des difficultés. Le marché n'est pas rose tous les jours. On survit dans cette activité, elle ne nourrit pas convenablement l'homme, on se débrouille pour vivre. «Je fais dans ce métier depuis sept ans, mais il n'est pas facile. Ce n'est pas tous les jours qu'on a la marchandise, on peut faire une semaine sans marchandise. Vous allez au marché Mokolo, les sacs ne sont pas disponibles», fait savoir Idrissou, responsable de l'atelier. Et à cela, s'ajoute la vie chère. «Les clients se plaignent, surtout les mamans qui pensent déjà à acheter les sacs de leurs progénitures pour la prochaine rentrée scolaire. Nous sommes obligés de vendre les sacs à des prix très bas pour pouvoir les contenter. Et au regard des difficultés, je compte apprendre un travail plus stable, qui va me permettre de bien vivre et de pouvoir me prendre en charge ainsi que les membres de ma famille», conclut-il.

OM

LN

Alors que ce célèbre ce jour la Journée mondiale de la population dans un contexte marqué par des crises sécuritaires et alimentaires, Intégration dresse le panorama des questions de population dans le pays.

Le Cameroun veut réduire les écarts entre ses objectifs et les réalisations enregistrées en matière de développement. Pour se faire, le ministère de l'économie a planifié un certain nombre d'activités allant de l'analyse prospective des risques de vulnérabilité et la localisation spatiale des groupes sociaux, la revue des politiques sociales, la réalisation du quatrième recensement général de la population et de l'habitat à la maîtrise et la mise en valeur du territoire et de ses frontières. Le tout pour une enveloppe globale de 11 778 450 000 de Francs CFA. Le plan de travail du ministère de l'Économie pour l'exercice 2022 pose ainsi les jalons devant favorisant, à terme, le développement du ca-

pital humain et la réduction de la pauvreté au Cameroun suivant les visées de la Stratégie nationale de développement (SND30) mis en œuvre depuis 2020. Lesquels ambitionnent de ramener le taux de pauvreté dans le pays à moins de 25% et de porter l'indice du capital humain de 0,39 en 2018 à 0,55 et l'indice de développement humain de 0,52 en 2016 à 0,70 à l'horizon 2030.

Le Cameroun entend par ailleurs faire de sa population à la fois un facteur et un bénéficiaire du développement, au travers de la mise en œuvre de politiques de santé, de formations, de protection sociale et d'éducation, plus inclusives. Ce, dans une démarche corrective après les faibles résultats enregistrés lors de la première

phase de la vision d'émergence en 2035, matérialisée à travers la mise en œuvre du document de stratégie pour la croissance et le développement (2010-2019). «L'économie camerounaise a connu une croissance soutenue ces dernières, la maintenant au-dessus de 3,5. La croissance observée ne s'est pas accompagnée d'une baisse significative de la pauvreté et les inégalités se sont même accrues. Le taux de pauvreté n'a baissé que de 2,4 points en sept ans passant de 39,9% en 2007 à 37,5% en 2014, avec une augmentation du nombre de pauvres: 7,13 millions de pauvres en 2007 contre 8,09 millions en 2014», révèle le rapport national sur le développement humain de 2019 élaboré sous la tutelle du minis-

tère de l'Économie avec l'appui technique du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Le document dénommé «Rapport national sur le développement humain 2019: croissance inclusive, inégalités et exclusion» souligne que la dernière décennie a été marquée par une prépondérance d'emplois précaires (77% de personnes actives); un accès limité aux facteurs de production; des disparités dans l'accès aux nouvelles technologies (85% pour la téléphonie mobile et 16,2% pour Internet); une exclusion en matière de santé (0,3 en 2017 contre 0,41 en 2012), d'éducation, d'énergie électrique (57%), d'eau potable.


DÉVELOPPEMENT

11 milliards FCFA pour une meilleure prise en compte de la population

Vous aussi, prenez le contrôle de vos consommations.

Demandez votre compteur prépayé Eneo dans l'une de nos agences ou sur nos plateformes digitales.



 Branchements 695 511 111

 connection.eneoapps.com

- ▶ Je consomme uniquement ce que je peux payer
- ▶ J'anticipe mes consommations
- ▶ Pas de relève d'index, pas de facture
- ▶ Pas de surprise

www.eneocameroun.cm


 prepaid.customer@eneo.cm
  Eneo Cameroon S.A.
  EneoCameroon
  MyEasyLight
  EneoCameroon14



SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DE S.E.M PAUL BIYA
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Du 19 au 20 Octobre 2022
au Palais des Congrès de Yaoundé

AFRICA NOW Forum

2^{ÈME}
ÉDITION

Conférences
Business meeting
Networking
Workshop
Expositions
Gala-Awards

Thème

INNOVATION ET
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

INFORMATIONS & INSCRIPTIONS :

+237 693 01 00 23 / +237 243 672 311 / register@africanowforum.net

DEMANDE D'ACCRÉDITATION PRESSE :

press@africanowforum.net
www.africanowforum.net



MINISTÈRE DES PETITES ET
MOYENNES ENTREPRISES,
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET DE L'ARTISANAT



MINISTÈRE DES POSTES ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE LA PLANIFICATION ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE



MINISTÈRE DU COMMERCE

Mutations
L'ÉCONOMIE

Intégration
LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

Identités
Journal